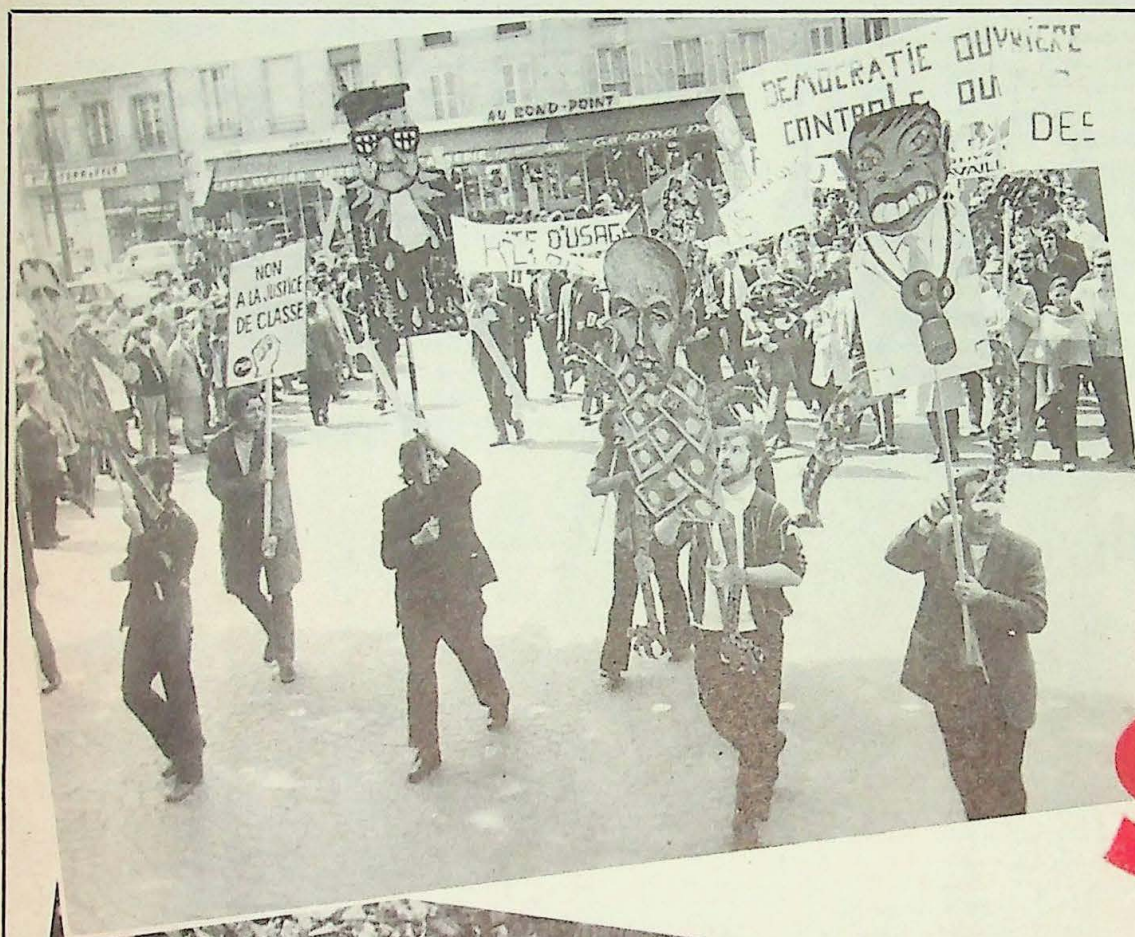


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE

N° 495, 1,50 F
JEUDI 6-MAI 1971



agir
ou
subir



dans ce numéro

**Michel
Rocard**

**répond
au P.C.F.**

Au sommaire

Parti Communiste

Outre la réponse officielle de Michel Rocard aux attaques répétées du Parti Communiste Français, le lecteur retrouvera nos analyses sur la stratégie de ce parti dans notre rubrique de politique intérieure. Philippe Simon et Jean Tercé font le bilan politique des deux défilés du 1^{er} mai tandis que Jean Verger, à partir d'une analyse détaillée des évolutions de la presse communiste, arrive à la même conclusion : le P.C.F. est bien forcé de s'adapter au phénomène de naissance d'un puissant mouvement révolutionnaire qui le conteste sur sa gauche (page 12).

Syndicats

On a bien vu encore le 1^{er} mai à quel point, dans ses démarches tactiques, la C.F.D.T. est encore hésitante. L'interview qu'a accordée Fredo Krumnow à notre collaborateur Jean-Yves Romo n'en prend que plus d'intérêt. Aucun des problèmes qui se posent à la centrale de la rue Montholon, particulièrement en ce qui concerne l'unité syndicale et les rapports parti-syndicat, ne sont laissés dans l'ombre (page 10).

Travailleurs intérimaires

Ce n'est pas à une grande enquête abstraite que s'est livrée Michèle Descolongs. Elle cite des faits et des chiffres. Puis elle développe les arguments de réponse aux mensonges du patronat. Un document qui aidera nos lecteurs à aborder l'action, particulièrement difficile, vis-à-vis de cette catégorie de travailleurs (page 8).

Photos dans ce numéro :
Elle Kagan (p. 8, 9, 11, 12).
A.F.P. (14, 15).
AGIP (p. 16).
D.R. (p. 4, 18, 20).
Collombert (p. 5).

FAITS DE LA SEMAINE - LES FA

Où en est Cuba ?

La récente « autocritique » du poète cubain Herberito Padilla met brutalement en lumière une réalité que la plupart des « amis de la révolution cubaine » s'efforçaient de ne pas voir. Cette réalité, depuis plus de deux ans, saute pourtant aux yeux de tout lecteur non dogmatique de l'édition française de « Gramma » (organe du P.C. cubain).

L'époque de l'O.L.A.S. est loin, le soutien inconditionnel des dirigeants cubains à la politique soviétique, leur dépendance économique de l'U.R.S.S., la large place accordée dans « Gramma » à la moindre délégalation russe, tchèque ou bulgare qui met les pieds à La Havane, le soutien du réformisme et du nationalisme bourgeois latino-américain (et sa contrepartie : la rupture avec tout un secteur du mouvement révolutionnaire), tout cela efface complètement les critiques sévères des régimes soi-disant « socialistes » que Castro osait encore formuler, une dernière fois, dans son discours de soutien à l'intervention russe en Tchécoslovaquie.

L'U.D.R. potine

Le comité central de l'U.D.R. s'est déroulé dans une ambiance très « salon de thé ». La mère Tomasini mit beaucoup de sucre dans ses propos ; tandis que la mère Chaban offrait à tout le monde les tartes à la crème de la Nouvelle société. L'attendrissement des commères de l'U.D.R. fut à son comble et leur « morosité », pendant quelques instants, oubliée. Les gâteaux Chaban eurent un grand succès même si leur goût fût parfois trouvé amer par quelques pécores. Aux pots cassés de Tomasinette, succédaient les sourires de la réconciliation.

De l'histoire ancienne

Les déclarations fracassantes de Tomasini lors d'une entrevue avec des journalistes révélèrent le côté hautement philosophique du secrétaire de l'U.D.R. Ce dernier essaya de donner un sens à son existence ! Les effectifs de l'U.D.R. se plaignaient de leur peu de raison d'être. Le refoulement dont souffrait ce parti ne pouvait se soigner qu'en lui laissant la possibilité de s'exprimer en tant que tel, l'espoir de contrôler le gouvernement et de structurer l'opinion. D'où ces flèches visant Chaban-Delmas qui prenait des initiatives sans les consulter.

En même temps, Tomasini a voulu réaliser un mouvement de balancier vers la droite à l'insu du centre droit. Le Premier ministre tirait la couverture

Une alliance privilégiée avec Moscou n'est jamais innocente. Elle ne peut qu'aller de pair avec un renforcement de l'appareil bureaucratique et policier. Depuis plusieurs mois, « Gramma » n'est plein que de la fameuse « loi contre la paresse », dont l'article 12 est un appel intolérable à la délation permanente (« le délit de paresse et les conduites pré-délictueuses (...) pourront être signalés par n'importe quel citoyen ou organisation de masse à une unité du Département de l'ordre public »). Loi typiquement stalinienne, qui est l'effet logique de la ligne « révisionniste » (« liu-shao-shiste », diraient les Chinois) suivie par l'U.R.S.S. depuis des décennies et que Castro a reprise partiellement à son compte : foi démesurée aux spécialistes étrangers et aux idées importées, manque de confiance dans les initiatives des masses, stakhanovisme, pouvoir absolu d'une avant-garde d'intellectuels (les prolétaires n'étant plus qu'une masse de manœuvre), croissance rapide d'une nouvelle caste bureaucratique, plans spectaculaires et utopiques créés d'en haut, etc.

Ce que Castro nomme « paresse » ou « délinquance » est

l'effet social inévitable de sa politique. Comme l'écrit justement K.S. Karol (que Padilla s'est vu contraint de traiter d'agent de la C.I.A. !) : « Ce n'est pas un hasard si la Chine se développe plus harmonieusement et mieux que tout autre pays socialiste et si elle n'a pas à se plaindre de l'absentéisme et de la « mollesse » de ses travailleurs (comme le font toujours les dirigeants soviétiques ou cubains). » (« Politique aujourd'hui », janvier 71).

La triste comédie que les dirigeants cubains ont fait jouer à Padilla ne saurait donc être dénoncée « en soi », comme une « erreur » malencontreuse. Elle s'inscrit logiquement dans une politique d'ensemble. Et cette politique n'est contradictoire qu'en apparence avec le « travail volontaire » qui faisait naguère l'admiration d'un large fraction de l'extrême gauche européenne. Car, comme le dirait Che Guevara (« Tricontinental », janvier 71) : « Nous n'avons pas encore réussi à faire en sorte que l'homme apporte quelque chose qui lui soit propre. Nous avons créé un appareil à travers lequel la société suce le travail volontaire ! »

servatisme - nouvelle société, ils furent apparemment entérés. La majorité d'aujourd'hui n'existe que par une cohésion précaire de diverses forces tout en restant très statique. La dynamique du conflit représente sa perte. Or la montée des luttes l'entraîne, la divise en tendances antagonistes, d'une part l'inclinaison vers la pente répressive et réactionnaire, d'autre part, l'adaptation sociale à travers les mythes de l'intégration, du partage des fruits de l'expansion, la promotion sociale... Pour masquer ces contradictions secondaires, le Comité central de l'U.D.R. s'est réfugié derrière un unanimité gaulliste.

Le démaquillage

Mais derrière ce replâtrage n'y a-t-il pas des fissures qui demeurent irréparables ? Les contradictions entre l'importance de l'exécutif et la faiblesse du pouvoir législatif ; la réaction et le réformisme ; la soi-disant représentativité d'un parti majoritaire et sa carence en matière de décision ; l'apparente démocratie et l'inexistence des véritables confrontations électorales... montrent l'usure des mécanismes bourgeois. Elles sont la conséquence du processus de décomposition inhérent à la classe dominante qui demeure la même, quel que soit le visage qu'elle veut se donner. Et ce ne sont pas les replâtrages qu'elle nous propose qui l'empêcheront d'arriver au bout de son rouleau historique. Les petits fours n'ont jamais guéri une moribonde.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Françoise Claire, Michèle Descolongs, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Christian Leucate, Alain Moutot, Dominique Nore, Jean-Yves Romo, Lucien Saintonge, Eliane Schweitzer, Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 28.000 exemplaires

PANTHÉON

Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Des morts aux vivants

Michel Rocard

Le bureau politique du Parti communiste vient de publier en date du 3 mai 1971 un communiqué appelant à manifester contre les « gauchistes-fascistes », dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est aussi déshonorant que démesuré.

Où est l'assurance qu'affichaient il y a encore quelques mois, les responsables du P.C.F. ? Le « gauchisme » était en train de mourir à les entendre. Les égarés commençaient à affluer dans les rangs bien soudés du grand parti de la classe ouvrière. Rien ne pouvait arrêter le courant conduisant à l'unité des démocrates.

Las ! Les événements ont démenti cet optimisme de commande. Au dernier comité central communiste les différents orateurs ont dû reconnaître que les cellules d'entreprise piétinaient, que le P.S.U. et les gauchistes augmentaient leur influence par-

mi les travailleurs et les paysans. Aujourd'hui après les manifestations du 1^{er} Mai, l'événement fait place à l'affolement. Les déprédations commises au Père-Lachaise avant l'arrivée du cortège révolutionnaire servent de prétexte à une vaste opération de diversion, à des attaques qui relèvent plus de la pathologie que de la polémique politique. La violence du communiqué ne vise rien moins qu'à créer une atmosphère de pogrom, à convaincre les travailleurs influencés par le P.C.F. que leur ennemi principal est le jeune chômeur aux cheveux longs, le syndicaliste qui revendique des augmentations de salaires uniformes, l'étudiant ou le lycéen qui cherche la jonction avec le prolétariat, le paysan qui lutte contre les cumulards. A la longue c'est une position insoutenable, car les problèmes posés par ceux que le P.C.F. appelle « gau-

chistes » sont des problèmes qui concernent la classe ouvrière dans son ensemble : les cadences, les grilles de salaires, l'oppression dans le cadre de vie (du logement aux transports en passant par les règlements répressifs).

Le mouvement révolutionnaire a sans doute commis des erreurs, mais qui ne voit que depuis plusieurs mois il progresse dans la lutte de masse, harcelant le pouvoir, mettant en échec ses attaques contre la liberté de la presse et le droit d'expression, mobilisant des secteurs importants de la classe ouvrière contre les contrats de progrès. A cette évolution notre parti n'a pas été étranger. Il peut donc dire en connaissance de cause que les attaques grossières, les insultes et les calomnies n'arrêteront pas la marche en avant de ce courant de renouvellement, le déploiement de son dynamisme sur les principaux fronts de lutte.

C'est pourquoi nous disons calmement que l'unité du monde du travail est mise provisoirement en question par l'attitude bornée et bureaucratique du P.C.F. contre les révolutionnaires, car l'unité, ce n'est pas la parade sur les tribunes de meetings, les congratulations entre dirigeants. L'unité, c'est d'abord la confrontation des opinions de tous sur les objectifs, les façons de lutter et de s'organiser. L'unité, c'est aussi la réunion des énergies, tout ce qui fait que chaque travailleur n'est plus un rouage passif de la société, mais un homme responsable de son destin et de celui de ses camarades. L'unité n'existe pas sans la démocratie ouvrière, sans la discipline librement consentie dans la lutte contre l'Etat et le patronat. En cherchant à maintenir un contrôle d'appareil sur les masses, en déniaut le droit à s'exprimer de tous ceux qui sont à sa gauche, le P.C.F. ne fait que dévoiler à quel point il est prisonnier du vieux monde, ce vieux monde crasseux du mépris des travailleurs et de la manipulation des hommes. Encore une fois, il peut, ce faisant, retarder l'apparition de l'unité de combat des travailleurs, faciliter ainsi le jeu du pouvoir, il n'empêchera pas son cheminement et son éclosion comme une force irrésistible.

Nous ne prendrons pas notre parti de la situation actuelle, nous ferons tout pour qu'elle fasse place à la fraternité du combat en affirmant encore plus nettement les objectifs qu'il faut rendre communs de la véritable lutte socialiste. Nous sommes persuadés que de nombreux communistes finiront par comprendre le sens de notre action et qu'un jour ils se souviendront avec regret du temps où leur parti utilisait les morts contre les vivants.

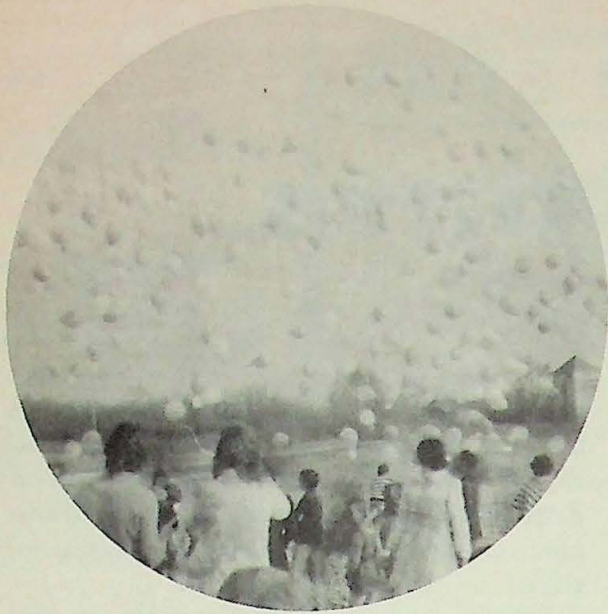


Nouveau tirage

Passez vos commandes à TRIBUNE SOCIALISTE
54, bd Garibaldi, Paris-15^e - SUF. 19-20
par 25 exemplaires - le numéro 1,50 F
C.C.P. 58.26.65 Paris

NOUS N'AVONS PAS de planète de rechange

Françoise Claire



Par décision gouvernementale, une centrale nucléaire doit s'implanter à Fessenheim (Haut-Rhin) en mai 1971. Et déjà, le gouvernement français s'est entendu avec l'U.R.S.S. pour « l'enrichissement à façon, dans les installations soviétiques, de la première charge de combustible de la centrale nucléaire de Fessenheim ». (*Le Monde*, 22-4-71.)

L'affaire est donc décidée ? Que peut-on y changer ?

Pourtant, les habitants de la région ne s'avouent pas vaincus d'avance, et ils sont bien décidés à manifester et à agir. Groupés autour du Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin, leur action est double :

— Pour sensibiliser le plus grand nombre d'habitants, une manifestation spectaculaire eut lieu le 12 avril. Elle groupa 2.000 personnes réunissant enseignants, étudiants, lycéens, des pacifistes, les « Amis de la nature », des Allemands, des Anglais. Après une conférence de presse, un cortège silencieux se dirigea vers l'emplacement de la future centrale et la plaque indicatrice fut recouverte d'un long crêpe noir symbolique. Puis, ce fut un lâcher de ballons portant des inscriptions d'atomes isotopiques dangereux et porteurs de cartes postales prévoyant, contre renvoi de celles-ci, la remise de brochures documentaires gratuites.

Une campagne d'affichage dans tout le bassin et une série de conférences sont également prévues.

La deuxième action est faite en direction du Président de la République, sous forme de motion, également adressée au maire de Fessenheim. Elle indique d'abord les dangers qui menacent la région :

● Les centrales nucléaires entraîneraient une lente et progressive contamination radio-active. Même en fonctionnement normal, elles diffusent dans l'environnement des effluents gazeux et liquides. Les produits de fission s'insèrent dans la chaîne alimentaire et sont rencontrés par les organismes végétaux et animaux : le strontium 90 suscitant leucémie et cancer, le césium 137 se fixant dans les tissus génétiques, causant des mutations (monstres, déficients...).

Cent trente-cinq communes, groupées autour du Comité de Sauvegarde de Fessenheim, ont protesté contre la construction d'une centrale nucléaire le 12 avril dernier.

« La décision d'installer une centrale nucléaire est toujours une chose grave. Une centrale nucléaire, en effet, est inévitablement une source permanente de radioactivité, non seulement par son fonctionnement, mais par les déchets qu'elle produit en quantité importante. Or, nous savons que la radioactivité exerce des effets nocifs sur les cellules vivantes, et, notamment, qu'elle provoque dans les gènes des cellules germinales des altérations ou mutations qui peuvent entraîner dans les générations suivantes l'apparition d'anomalies, de malformations, de tares physiques ou mentales. De telles mutations, en outre, peuvent être à l'origine de certains cancers et de certaines leucémies. Il faut d'ailleurs insister sur ce fait capital que, pour les effets génétiques de la radioactivité, il n'existe pas de seuil, ce qui signifie que tout accroissement de radioactivité, si léger soit-il, détermine une augmentation de la fréquence des mutations légères. — Jean Rostand. »

Les manifestants arrivent dans le périmètre de la centrale.



● Le fonctionnement des centrales produit une forte élévation de température détruisant les ressources en oxygène des rivières.

● Les déchets radio-actifs, enfermés dans des containers et immergés, arrivent tôt ou tard à se répandre dans les organismes vivants et à passer dans la chaîne alimentaire.

En conclusion, s'élevant au-dessus du cas « Fessenheim », la motion suggère :

L'implantation d'une centrale est un danger pour les populations et le lieu doit en être très judicieusement choisi. Or, les raisons du choix de Fessenheim fait par l'E.D.F., ne sont que d'ordres technique et économique. Les considérations de vie des habitants n'interviennent qu'en troisième lieu.

Le Comité de Fessenheim s'associe aux organismes européens et « Amis de la terre » dans leur demande de suspension de tout projet de construction de centrale

nucléaire dans le monde pendant 10 ans. Les fonds engagés financent des recherches visant à approfondir nos connaissances sur les effets biologiques et génétiques à long terme de la radio-activité artificielle et à résoudre les problèmes posés par l'industrialisation de l'énergie nucléaire. La reprise des constructions sera dictée par les résultats de ces recherches.

La vie des hommes vaut bien en effet ce temps de réflexion, et les slogans inscrits sur les pancartes de la manifestation traduisaient aussi bien ces préoccupations de sauvegarde de l'humanité voulues par le comité de Fessenheim :

- « Les avantages valent-ils les risques ? »
- « La vie passe avant l'énergie nucléaire ».
- « Nous n'avons pas de planète de rechange ».



Un voile noir va recouvrir symboliquement la plaque indicatrice de la centrale.

Les travaux du nouveau siège central du Parti sont en cours

Il s'agit d'aménager

- Au rez-de-chaussée :
 - Une salle pour la librairie de « Tribune ».
 - Deux bureaux pour la rédaction du journal.
 - Deux bureaux pour l'administration.
 - Une salle pour le fichier.
 - Une salle d'expéditions.
 - Un atelier d'impression.
- Aux premier, deuxième et troisième étages :
 - Douze bureaux pour la Direction nationale du Parti.
 - Trois salles de réunion, dont une faisant office de bibliothèque.

●

Cela représente plus de 60 000 francs de travaux, sans compter le mobilier.

Il reste également à rembourser un emprunt de 380.000 F.

LA SOUSCRIPTION

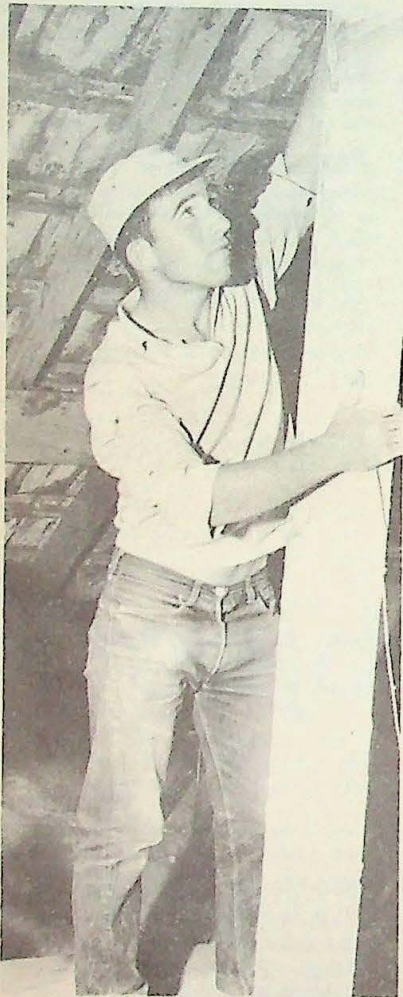
Chaque fédération doit collecter d'ici à la fin de l'année une somme équivalente à un timbre trimestriel de cotisation complet par militant.

La Direction nationale du Parti et l'administration de « Tribune socialiste » doivent pouvoir s'installer au plus tard le 30 JUIN prochain. Or, les travaux prennent du retard faute d'argent.

Les versements sont à faire par C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U. :

C.C.P. 140 20 44, Paris
en les envoyant à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e.

Donner ou collecter pour le siège central du Parti, c'est une tâche militante urgente



L'équipe responsable des travaux recherche un camarade pour assumer la responsabilité des travaux de peinture (constitution des équipes, organisation du travail). La peinture pourra commencer à partir de début mai.

De la même manière, nous aurions besoin d'un grand nombre de peintres (ce n'est pas la peine d'être un spécialiste).

Adressez-vous à SUF. 19-20, en indiquant vos jours et heures disponibles.

Sur le front des luttes

Roanne

En mars 1970, Roger Forêt, délégué du personnel aux Papeteries Navarre était licencié illégalement. Malgré les avis des tribunaux et les actions des travailleurs, la direction a toujours refusé de le laisser rentrer dans l'usine. Roger Forêt vient d'être réélu délégué du personnel.

Editions Alpha

Le directeur des éditions Alpha vient de faire la démonstration que ce n'est pas dans les encyclopédies que l'on acquiert l'intelligence. Dans cette entreprise les licenciements vont bon train et doivent être exécutés sur l'heure. Licenciée la veille, une employée s'est présentée le lendemain pour rapporter ses affaires personnelles. Le directeur a fait appel à la police pour l'expulser. Le personnel s'est mis en grève...

Sélestat

Les travailleurs de la filature de Sélestat se sont mis en grève le 22 avril dernier. Parmi leurs revendications : le renvoi du directeur commercial. Les ingénieurs et ca-

dres qui avaient suivi le mouvement l'ont lâché à l'apparition de cette revendication. Il n'empêche que ledit directeur a accepté (ou a été forcé) de démissionner.

Le Parisien libéré

La C.F.D.T., jusqu'ici seulement présente chez les journalistes, a décidé de s'organiser chez les employés. La direction n'a pas apprécié : deux jours avant les élections, elle a licencié les trois candidats de ce syndicat, pour cause de « réorganisation des services ». Les journalistes C.F.D.T. et F.O. se sont mis en grève, gênant ainsi la parution normale du journal.

Blanchisserie de Grenelle

La grève durait depuis quinze jours aux Blanchisseries de Grenelle. Les travailleurs, en majorité des femmes, dont une grande proportion de travailleuses immigrées revendiquaient 40 centimes d'augmentation par heure et de meilleures conditions de travail. Devant les silences de la direction, les grévistes ont séquestré leur patron. Ils l'ont relâché après de longs pourparlers qui n'ont mené à rien. La grève continue.

Bordeaux

Depuis plus d'un mois des débrayages se poursuivent à la S.E.P. (Société Européenne de Propulsion). Les travailleurs demandent une refonte de la grille des salaires et des augmentations. La direction a décidé le lock-out du 26 au 29 avril. Le 30 avril, les 1.200 salariés ont décidé de se mettre en grève. Ils occupent l'usine.

Ardennes

Le 29 avril dernier, toute activité a pratiquement cessé dans les Ardennes à l'occasion de la journée d'action contre la dégradation de l'emploi. 160 usines ont fermé leurs portes en 17 ans. Les promesses gouvernementales ne sont pas tenues, les Ardenais attendent toujours leurs usines.

Pays de la Loire

Succès de la journée d'action C.G.T., C.F.D.T. dans cette région. Les arrêts de travail ont été nombreux, notamment dans la métallurgie. Deux manifestations importantes se sont déroulées au Mans et à Nantes.

Renault - Le Mans

Elargir la grève et ses objectifs

Jean-Yves Romo

L'usine Renault du Mans est en grève illimitée depuis le 29 avril avec occupation des locaux. Ce sont les 5 500 O.S. qui ont démarré le mouvement et ont reconduit le lundi 3 mai leurs décisions.

Pour une refonte de la grille des salaires

Chez Renault la division de la classe ouvrière a été étendue par une classification de plus en plus complexe des O.S. Les coefficients de base imposés arbitrairement par la direction ont entraîné (sous prétexte d'introduction de machines nouvelles le plus souvent) une déqualification croissante. Au Mans, les réactions contre ce plan patronal se sont multipliées ces derniers mois.

Le problème concerne moins les mensuels et les O.P. Ils ne se sont pas associés lors du référendum

du 30 avril à la grève de leurs camarades. Les O.S. les laissent donc travailler et continuent seuls leur lutte qui est, en fait, une remise en cause de l'organisation capitaliste du travail.

Mais cette grève a eu une conséquence immédiate : La désorganisation de toute la production chez Renault (non-approvisionnement en pièces des autres unités de Boulogne-Billancourt, Sandouville, Cléon, Flins). Dès lors la direction agite la menace du lock-out.

L'élargissement de la grève et de ses objectifs est donc posé.

Un mouvement plus large ?

Deux meetings d'information ont eu lieu à Billancourt, mardi, tandis qu'à Cléon, Flins et Sandouville,

des assemblées générales avec arrêt de travail d'une heure se tenaient à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Ce même mardi matin, le référendum organisé au Mans a reconduit la proposition C.F.D.T. de grève illimitée à une large majorité. La proposition d'associer à la lutte pour la refonte de la grille, les objectifs de la campagne sur la retraite a été repoussée.

La direction après un premier refus lundi matin, s'est plongée dans le mutisme.

Dans « l'Humanité » de mardi matin (avant qu'aient lieu les meetings de Cléon, Flins et Billancourt) on peut lire : « Les grévistes savent au fond d'eux-mêmes qu'ils doivent d'abord compter sur leurs propres forces au lieu de s'en remettre à un embrasement en d'autres lieux annoncé par certains qui ont plus de verbe que de responsabilité. » Il

semble au travers de cette phrase que le P.C.F. ait déjà décidé pour les travailleurs du Mans, de Cléon, Flins, Billancourt et Sandouville, comment se fera la solidarité ouvrière. De nombreux militants ne semblent pas vouloir attendre une éventuelle lutte contre le lock-out pour appuyer et lancer des grèves de solidarité. C'est aux travailleurs de juger ces deux propositions. Il est bien certain que par la décision de lock-out, le patronat se démasquerait ; mais il est certain aussi que l'initiative de la solidarité ouvrière serait dès lors imposée par la position patronale. D'ores et déjà le P.S.U. a répondu à ce risque en appelant à un soutien immédiat à cette lutte (1).

(1) Pour un soutien financier : Comité de soutien aux grévistes de Renault, Maison sociale, Salle 44 - Place Stalingrad, Le Mans (72).

Lucien Saintonge

Les travailleurs de « Jeune Afrique » sont en grève depuis deux mois. Dans l'article que nous avons publié la semaine dernière, Lucien Saintonge analysait l'attitude de la Fédération des Travailleurs du Livre (C.G.T.).

A propos de cette grève, cette fédération vient de publier un tract diffusé dans les ateliers d'imprimerie et dont nous publions ici quelques extraits.

Une réunion au siège de la F.F.T.L. des différents responsables des syndicats et de certains délégués, voyait toutes les organisations concernées se mettre d'accord pour soutenir les motifs de la grève et établir un communiqué commun.

Parallèlement, la Fédération française des Travailleurs du Livre décidait d'accorder les secours statutaires de grève à ses ressortissants et alertait ses sections de province ainsi que la Fédération Graphique Internationale afin de ne pas confectionner les tracts venant de cette entreprise.

Et c'est à partir de ce moment-là que la dégradation du mouvement est intervenue. Sans que l'organisation ait été informée ou consultée, des listes de souscription ont été distribuées tant sur le plan professionnel qu'interprofessionnel. Des tracts émanant d'organismes para-syndicaux ou groupuscules d'extrême-gauche ont commencé à circuler. La grève échappait au mouvement syndical !...

(...)
... Certains parmi ceux qui sont venus nous voir ont admis que les buts qui conduisaient ceux qui restaient en grève à poursuivre celle-ci, n'avaient absolument plus rien de syndical et que ce mouvement était à présent entièrement entre les mains des pseudo-révolutionnaires qui se servent de ce mouvement à des fins idéologiques concernant la distribution de lectures politiques dans les pays d'Afrique.

C'est également pour ces raisons qu'il y a redoublement de distribution de tracts, d'affichages aux Universités. Il est à présent prévu un bal folklorique.

En conséquence, les organisations syndicales du Livre ne pouvaient cautionner plus longtemps un mouvement qui n'avait plus de caractère syndical.

Ceux qui restent encore dans ce mouvement, par leur présence, couvrent les agissements et les écrits de ceux qui ne visent qu'à la désagrégation des organisations syndicales et à la division du mouvement ouvrier (...).

(...) Depuis le 9 avril, les organisations syndicales du Livre considèrent le problème Jeune Afrique définitivement réglé et qu'elles sont, par prolongement, désengagées.

Si la Fédération des Travailleurs du Livre a cru devoir s'expliquer devant l'ensemble des salariés de l'imprimerie, c'est bien que la dureté du conflit en question a dû faire réfléchir bon nombre de travailleurs.

Et le syndicat ne comprend pas pourquoi. N'a-t-il pas tout fait pour protéger « l'honneur de la profession ? » Car c'est bien de cela qu'il s'agit avant tout et non pas comme le veulent les grévistes, de contester l'autorité patronale pour qui la fermeture d'un atelier n'est qu'une façon camouflée d'accroître sa répression.

La Fédération du Livre préfère abandonner les grévistes qu'elle considère comme des diviseurs du mouvement ouvrier. C'est assez naturel lorsqu'on confond syndicalisme et corporatisme. Mais c'est dommage ! □

Sambron-Ponchâteau

Les ouvriers bloquent la production

Michel Camouis

Depuis le lundi 5 avril, les travailleurs de l'entreprise Sambron (usine : 400 ouvriers, succursales : 50 environ) ont entrepris une série de mouvements pour faire face à une décision arbitraire de la direction qui, le 31 mars, d'une façon unilatérale, décidait de mettre fin à une politique contractuelle en vigueur depuis plus de dix ans.

Cette politique se caractérisait par une convention d'intéressement (versement d'une prime de 27 % en moyenne sur les salaires de base et une évolution systématique des salaires suivant l'indice des salaires parisiens).

Le 31 mars, la direction décidait de ne plus renouveler cette convention et d'inclure seulement 12 % de cette prime dans le salaire de base.

Le lock-out

Les travailleurs entreprirent aussitôt une action. Celle-ci consistait à bloquer toutes les livraisons d'engins (matériel de travaux publics). A chaque fois qu'un camion se présentait, les travailleurs quittaient leur poste de travail et, la nuit, des équipes par roulement tenaient une permanence au réfectoire de l'usine.

Après plusieurs réunions, le vendredi 10 avril, la direction acceptait finalement que l'indexation des salaires suivant les salaires parisiens soit reconduite, mais refusait de discuter de la perte de salaire de 15 % subie par le personnel. Le mouvement continuait. La C.F.D.T. demandait une incorporation compensatrice de 5 % de prime en salaire de base en plus des 12 % promis par la direction, et le versement d'un treizième mois. La direction faisait la sourde oreille et procéda au lock-out le jeudi 15 avril.

Plusieurs réunions tenues à l'inspection du travail n'ont donné aucun résultat. Les travailleurs de l'entreprise sont bien décidés à tenir le temps qu'il faudra.

Ils empêchent toujours la livraison de machines.

La direction justifie sa position en invoquant des difficultés dans l'entreprise.

La C.F.D.T. fait remarquer que ses délégués au Comité d'établisse-

ment avaient émis des craintes quant à l'avenir de l'entreprise, par exemple :

● Une structure beaucoup trop lourde ? En 1970, la masse des salaires cadres a progressé de 60 % contre 29 % pour les ouvriers et employés ;

● Une direction générale trop arbitraire (21 cadres ont quitté l'entreprise en 3 ans) ;

● Une direction commerciale qui fait des prévisions de ventes à la légère et qui démantèle les programmes de production ;

● Une direction technique qui s'occupe de traiter les problèmes plus au niveau de l'ordinateur que d'organisation pratique du travail ;

● Des investissements improductifs inconsidérés.

Mais la publicité faite autour des « bons » salaires de l'entreprise Sambron est exagérée.

Cette soi-disant politique sociale paternaliste du temps de M. Sambron père (sénateur-maire de Pontchâteau) n'a servi qu'à satisfaire des ambitions politiques. Aujourd'hui, le masque est tombé. La direction décide la réduction de 15 % sur la rémunération et parce que les travailleurs manifestent leur mécontentement, la direction ferme la porte de l'entreprise par un lock-out. Le comble, c'est que le patron demande aux travailleurs de produire davantage pour relever l'entreprise de ses difficultés, en précisant que depuis trois ans les salariés « glandouillent ».

La section syndicale C.F.D.T. avait demandé une entrevue à M. Sambron père, sénateur et maire de Pontchâteau. Celui-ci n'a daigné nous donner qu'une réponse simpliste de père de famille en disant qu'il ne pouvait se mettre entre son fils et nous.

Il est probable qu'il y a un mois et demi, avant les élections les choses auraient été tout autres !

Le jugement

Le vendredi 23 avril 1971, deux représentants du personnel (C.F.D.T.) étaient convoqués au tribunal de

grande instance de Saint-Nazaire. Cette convocation faite sur assignation présentée par un huissier contenait le paragraphe suivant :

« ... Voir autoriser la société Sambron à faire effectuer la sortie des matériels entreposés dans l'usine de fabrication de Pontchâteau aux fins d'expédition à sa clientèle par l'intermédiaire de ses succursales, et ce, au besoin avec l'assistance de la force publique... »

Aux abords du tribunal, la police, bien sûr, est présente... Une quinzaine de travailleurs ont accompagné leurs représentants dans la salle d'audience. Deux cents autres attendent dans le hall.

Le juge se déclara incompétent et condamna la direction des Ets Sambron aux dépens. En effet, dans le cas d'un jugement en référé d'heure à heure, les motifs invoqués devant le tribunal doivent être d'une extrême gravité. Ce qui n'était pas le cas.

A la sortie du tribunal, une manifestation eut lieu autour du « quartier général » de la direction établi, vu les « circonstances », dans un appartement privé.

Dans l'après-midi, la C.F.D.T. et la C.G.T. sont reçues par le sous-préfet qui déclare être au courant de la situation (par la direction des Ets Sambron) et que les contacts continueront...

Une réunion est prévue pour le lundi 26 avril à 10 heures à l'Inspection du travail.

A la fin de cette réunion, la direction déclare que la fermeture de l'usine qui, auparavant, était momentanée, devient définitive jusqu'à la reprise des expéditions des produits finis, et précise que si elle était amenée à donner ce que les travailleurs demandent, la fermeture définitive de l'entreprise interviendrait dans les mois suivants.

Parallèlement à l'action chez Sambron, des contacts sont pris avec les agriculteurs, avec des travailleurs de Batignolles, des Chantiers de l'Atlantique, des entreprises de la métallurgie, avec la Fédération de l'Education nationale et les associations populaires familiales, au niveau départemental.

Cette solidarité n'est pas que verbale...

Contre les marchands d'hommes

Michèle Descolonges

Il fera moins parler de lui que le projet de loi sur l'avortement. Il concerne cependant 150.000 personnes aux dires du patronat, 500.000 selon la C.F.D.T. Il s'agit du projet de loi sur les sociétés d'intérim.

Dans le projet du VI^e Plan, le gouvernement a exprimé le rôle qu'il attribue aux sociétés d'intérim : « La fourniture de prestations matérielles, financières ou intellectuelles peut décharger l'entreprise de production de tâches marginales et encombrantes. Libérée de structures subalternes et peu efficaces, éventuellement conseillée lors de prises de décisions difficiles, l'industrie trouvera ainsi la possibilité de se consacrer plus efficacement à son propre rôle et d'acquérir une souplesse accrue d'intervention sur le marché. » (Journal Officiel du 10-7-1970)

Le projet de loi sur les sociétés d'intérim qui doit être voté lors de cette présente session parlementaire, fait la démonstration du rôle de l'Etat : le régulateur des intérêts capitalistes. Il aura pour but de résoudre les contradictions qui avaient pu apparaître entre sociétés d'intérim et sociétés utilisatrices, et de mutiler les revendications des syndicats.



Luttes ouvrières

L'âge des intérimaires

Moins de 21 ans	16 %
De 21 à 34 ans	47,6 %
De 35 à 54 ans	29 %
De 55 ans et plus	7,4 %

(Source : « Les dossiers de l'entreprise », février 1971.)

Les catégories de personnel utilisées en "temporaire"

	Hommes	Femmes
Cadres supérieurs, ingénieurs	0,64 %	0,08 %
Cadres moyens et assimilés et techniciens	13,75 %	2,78 %
Employés de bureau	26,15 %	79,01 %
Employés de commerce	1,51 %	3,26 %
Ouvriers et assimilés et contremaîtres	34,66 %	6,04 %
Chauffeurs et chauffeurs-livreurs	15,98 %	1,03 %
Personnels de service	7,31 %	8,51 %
Autres catégories	7,24 %	5,64 %

(Enquête du C.N.R.S., 1968.)

A.N.P.E. et intérim

« La création en 1967 de l'Agence Nationale de l'Emploi a traduit la volonté des pouvoirs publics de reprendre en main le marché du travail. Le but, note l'Inspection générale des Affaires sociales n'est pas de faire assurer par l'Etat le monopole du placement mais de mettre fin aux insuffisances du secteur privé. » (« Le Figaro » - 12-2-71).

En réalité, l'A.N.P.E. est dépourvue de moyens, elle manque de crédits et de personnel, raisons pour lesquelles son personnel vient de mener une grève. Qui assure sa fonction ? Tout simplement les sociétés d'intérim qui, elles, disposent des moyens nécessaires : elles sont rentables !

Madame, vous qui voulez mettre du beurre dans les épinards familiaux...

Madame, vous qui voulez mettre du beurre dans les épinards familiaux

● On vous affirme que « vous vous formerez » (on vous l'a répété lors des Etats généraux de la Femme organisés par le journal « Elle ») ; En réalité, vous demeurerez dans des tâches d'exécution, mais... vous serez rôdée et donc vous travaillerez rapidement. Pour quel profit ? Pas le vôtre, mais celui de l'employeur.

● On vous dit : « Lorsque les enfants seront élevés, travaillez, ça vous distraira ». Mais regardez les statistiques des âges des intérimaires : plus de la moitié des intérimaires ont moins de 34 ans !

● On vous répète que « vous pourrez vous occuper de vos enfants chaque fois qu'ils auront besoin de vous ». En fait « les pédiatres, psychologues et sociologues (américains et norvégiens, en particulier) se sont penchés sur les problèmes posés par l'absence de la mère et ils s'accordent pour reconnaître que, pour l'enfant, cette absence transitoire est la solution la plus douloureuse. L'enfant a besoin de sécurité et d'ordre : l'absence régulière, suivie d'un retour régulier, aux mêmes heures, est beaucoup plus rassurante que ces absences, imprévisibles pour lui, d'une maman qui va travailler quinze jours ou un mois, revient près de lui, puis repart sans qu'il sache quand elle reviendra ou repartira.

On retrouve d'ailleurs les mêmes constantes avec l'enfant plus âgé. Si, contrairement à une opinion erronée mais bien enracinée, on n'a pu établir aucun lien entre la délinquance juvénile et l'absence de la mère, en revanche Sheldon et Eleanor Glueck, de l'Université de Harvard, ont constaté un pourcentage de délinquance plus élevé quand la mère travaillait de façon sporadique. » (« La Croix » 15-4-71.)

Les arguments du patronat

Les intérimaires en lutte

Contre le chômage

Selon le président du S.N.E.T.T., « il est demandé au travailleur de se maintenir, gratuitement à la disposition de son employeur » entre deux missions. Les intérimaires refusent d'être des chômeurs camouflés (ils n'ont pas le droit de s'inscrire au chômage, même si leur mission n'a duré qu'une journée) et luttent pour le paiement intégral entre deux « missions ».

Pour l'augmentation des salaires

« Avant Mai 68, nos salaires étaient de 5 à 6 % au-dessus de la moyenne, actuellement ils sont facilement 8 à 13 % en dessous (Negro - P.D.G. de Bis, dans « Entreprises Rhône-Alpes » avril 1970).

Les patrons reconnaissent eux-mêmes que les intérimaires sont moins payés que les travailleurs sédentaires. Leurs raisons : leurs tarifs de facturation sont bloqués par le Ministère du commerce intérieur. Soit. Mais alors pourquoi, quand ils veulent avoir et payer du personnel, créent-ils (l'été) une prime qu'ils facturent 1,80 F pendant trois mois aux patrons utilisateurs ?

Pour le paiement des jours fériés

Actuellement, les jours fériés ne sont pratiquement jamais payés par les sociétés d'intérim : voilà une situation qui permet de mieux évaluer le salaire réel. Il n'est évidemment pas question d'un 13^e mois.

La difficulté pour les intérimaires est leur isolement, leur dispersion, qui empêchent la mobilisation.

Pour un droit syndical

Enfin, une des revendications importantes des intérimaires porte sur la possibilité de s'organiser et de se défendre. Ils demandent donc que soit appliqué le droit syndical : création de sections et élections de délégués.

“ Le travail temporaire permet de mieux répondre aux à-coups de la production ” (L'Usine Nouvelle)

Le licenciement ? connais pas !

« Il existe une autonomie contractuelle pour chacune des missions confiées aux salariés. En outre, chaque mission a une durée qui, au départ, ne peut que rarement être déterminée ; elle est ou non suivie d'une autre au gré, soit de l'entreprise de travail temporaire, soit du salarié qui peut, s'il le désire, dépendre d'une ou de plusieurs entreprises de travail temporaire.

« Une des conséquences de cette indétermination du contrat est l'absence de préavis avant licenciement. D'ailleurs, il est permis de se demander si le terme de licenciement peut s'appliquer dans le cas d'une mission dont le caractère est obligatoirement temporaire. » (« L'Usine nouvelle », février 71.)

On récupérera la T.V.A.

« L'entreprise cliente pourra déduire du total de la taxe sur la valeur ajoutée, dont elle est éventuellement redevable envers le Trésor, le montant de cette même taxe relative aux prestations de services facturées par les entreprises de travail temporaire. » (« L'Usine nouvelle », février 71.)

On paiera moins d'impôts

« L'entreprise cliente peut comprendre dans ses frais généraux déductibles à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou l'impôt sur les sociétés le montant total des prestations de services facturées par l'entreprise de travail temporaire à condition, bien entendu, que ces frais aient été engagés pour les besoins exclusifs de l'entreprise utilisatrice. » (« L'Usine nouvelle », février 71.)

On diminue le chômage

« J'ajoute que les salaires versés s'élèvent à 800 millions de francs et qu'ils font vivre 150 000 personnes dont les deux tiers, si les entreprises de travail temporaire n'existaient pas, seraient vraisemblablement inscrites au chômage.

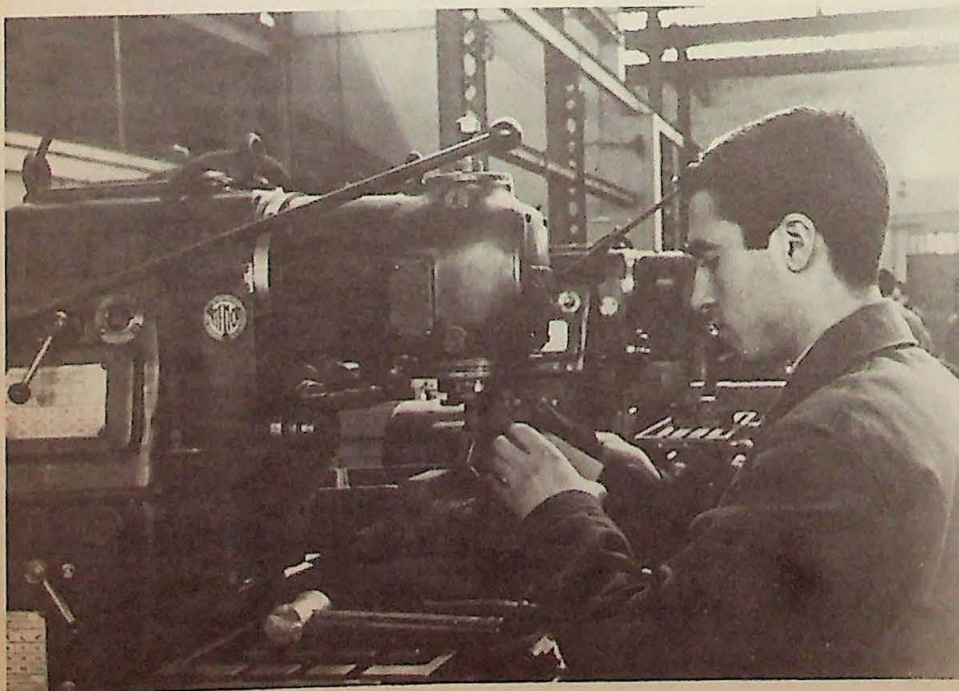
« En effet, il n'y a pas d'intérimaires à vocation pure, car, la plupart du temps, on assure cette fonction dans l'attente d'un emploi permanent. En fait, 65 à 75 % de ces travailleurs se destinent à un emploi stable. » (Maurice Houdayer, Président du Syndicat National des Entreprises de Travail Temporaire, « Les dossiers de l'entreprise », février 1971.)

Et puis... ça rapporte

Chiffre d'affaires du travail temporaire (en milliards de francs) :

1965 : 0,3	1968 : 1,—
1966 : 0,5	1969 : 1,4
1967 : 0,7	1970 : 1,7

(Source : « Les dossiers de l'entreprise » février 71.)



La société socialiste ne pourra pas se faire sans mobilisation

Une interview de Freddo Krumnow

T.S. : Le problème de l'unité ? La déclaration d'Edmond Maire, dimanche 25 avril, est-elle importante ?

Maire n'a jamais dit rien de plus que ce que nous disons d'habitude, en ce sens que les journaux n'ont mis en évidence qu'une phrase. C'est vrai que les divergences entre nous et la C.G.T. existent, sinon il n'y aurait pas besoin de débat. Nous avons développé l'unité d'action pour créer un rapport de force avec le patronat et le pouvoir, mais nous avons l'habitude de clarifier les positions.

Pas d'unité sans principe

T.S. : Comment le clarifier avec la C.G.T. ? Ta présence au débat du C.E.R.M. a confirmé les différences d'analyse.

Le débat aussi est venu là-dessus. Celui sur la hiérarchie est très significatif. Sur la mise en place démocratique des responsables et de l'autorité à partir de la base pour ce qui est d'une société socialiste, il semble que la C.G.T. se pose des questions d'après ce que B.U.H.A.L. a déclaré. C'est un signe positif. Le problème est de savoir comment ? Dans l'action, dans la pratique syndicale, j'ai été amené à lui répondre que c'est probablement là qu'il y a le plus de divergences. Le processus de la C.G.T. qui n'est pas très éloigné du processus du P.C.F., c'est de dire que le changement politique ne peut être obtenu que par le rassemblement du maximum de travailleurs et d'autres alliés. Nous ne sommes pas indifférents à la nécessité, pour mener à bon terme la lutte de classe, de rassembler les travailleurs. Mais sur quels critères ? L'exemple de la hiérarchie est significatif.

1° Il se trouve que les travailleurs posent des problèmes de revendication de salaires, à certain moment sous forme non hiérarchisée. Ceci est dans une formulation matérielle une façon de contester la hiérarchie qui existe. Alors la C.F.D.T. ne voit pas pourquoi elle écarterait ce type de revendications de l'action syndicale. Nous avons à les prendre en charge quand elles vien-

nent. Elles ont leur justification parce qu'elles sont exprimées par la majorité des travailleurs. Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait actuellement des heurts à certains moments entre les travailleurs, les exécutants et l'encadrement. Cela vient de la situation sociale dans laquelle ils sont ! Le pouvoir capitaliste qui, il y a une dizaine, une vingtaine d'années dans de nombreuses entreprises, manifestait sa présence de façon réelle, en est éloigné aujourd'hui et a donc des mandataires, des délégués, des gens qui exercent l'autorité patronale. Et ce sont forcément les cadres. Et les cadres, ça va du directeur de l'entreprise à l'encadrement de surveillance. En plus de cela le processus d'exploitation dans l'entreprise, non seulement n'est pas évacué, mais devient de plus en plus contraignant. Les cadences deviennent de plus en plus inhumaines, le morcellement du travail de plus en plus effectif, la discipline de plus en plus rigoureuse et, enfin les conditions de travail de plus en plus dures. Ces méthodes, par la coercition ou par l'utilisation d'éléments psychologiques dans le genre de l'intéressement, sont autant d'éléments de la répression et de l'exploitation. Ils sont bien obligés d'utiliser ces méthodes répressives parce que la rationalité de l'exploitation devient plus grande.

Sur la hiérarchie et le rôle des cadres

2° Il ne faut pas s'étonner que ça explose. La mobilisation des cadres ? bien sûr, c'est important ! Que le maximum de cadres et de techniciens soit associé à la lutte de la classe ouvrière. Mais, d'une façon consciente ! Il faut qu'ils arrivent à avoir conscience de la situation de dépendance par rapport au patronat, de leur inféodation. En contrepartie de cette inféodation il y a un salaire. Ce que la C.F.D.T. essaye de distinguer c'est un degré de complicité qui fait qu'il est normal qu'un technicien dans le système actuel soit payé plus qu'un manoeuvre-balai. Mais il y a un autre élément qui est celui de l'autorité et du pou-

voir. Cet élément-là en fin de compte est rémunéré en fonction de la politique patronale que le capitalisme veut faire exercer par l'encadrement.

Si les cadres n'arrivent pas à cette prise de conscience, ce seront des alliés circonstanciels. On arrivera bien à les rassembler sur une plateforme d'action pour une augmentation du niveau de vie, des salaires et des avantages sociaux ; mais le jour où il s'agira d'aller au-delà de cela pour remettre en cause la société actuelle dans un rapport de force, pour créer une société socialiste, un pouvoir socialiste, et bien, ce seront probablement les premiers à faire défaut !

3° La C.G.T. a l'air de dire que leur participation à la lutte pour l'augmentation du niveau de vie est une possibilité de prise de conscience. Nous pensons qu'il doit y avoir dans l'engagement syndical de l'encadrement d'autres critères que la défense des intérêts matériels immédiats.

Dans la stratégie de rassemblement de la C.G.T. du maximum de travailleurs et de leurs alliés, dans une sorte de lutte pour la prise du pouvoir, les critères du rassemblement, la façon de mobiliser sont différents des nôtres. Il est important que depuis Mai 68 et avant déjà (Nantes en 67, Rhodiacta, etc.), des grèves d'une nature particulière mettant en œuvre une action de masse, une discussion collective, l'occupation d'usine, nous aient fait réfléchir sur l'action syndicale elle-même. Elle est le résultat d'un rapport de forces qui a donné un certain nombre d'institutions sociales. C'est à travers des institutions sociales comme les délégués du personnel, les comités d'entreprises, délégués syndicaux, que nous avons acquis un minimum de liberté absolument indispensable. Ce sont des instruments utiles. Pourtant cette liberté est confinée à un certain niveau : celui de la sélection par l'élection.

Nous en sommes encore là.

La structure syndicale s'est greffée là-dessus et n'est pas tellement descendue vers la mobilisation des travailleurs sur le plan de la discussion collective. Au 35^e Congrès nous avons dit, notre objectif : le syndicalisme de masse, c'est

la capacité des travailleurs collectivement, après discussion, d'élaborer leurs revendications, décider l'action. Cela ne veut pas dire que l'organisation syndicale n'a rien à faire, la spontanéité toute seule ne fera pas une analyse politique. Mais le problème est de savoir que c'est bien dans l'assemblée collective qu'il faut introduire les propositions syndicales dans le domaine de l'action. Le processus premier est celui des rassemblements de travailleurs. C'est une remise en cause des structures habituelles de l'organisation syndicale. C'est là que les éléments d'analyse politique peuvent s'insérer.

Dépasser l'action syndicale classique

T.S. : Comment situer les rapports entre action politique et action syndicale ?

Nous avons à faire avancer au maximum la prise de conscience des travailleurs en tant qu'organisation syndicale. Nous ne sommes pas, nous, habilités à prendre le pouvoir. Ce n'est pas notre rôle. Nous avons dit les choses clairement au 35^e Congrès : nous avons à contribuer pour notre part à mener la lutte pour mettre en question le pouvoir capitaliste et favoriser au maximum la prise du pouvoir par des forces politiques socialistes. Maintenant, quant à la façon dont cela se passera, nous n'avons pas dit que ce serait par la voie des élections. C'est possible que dans notre pays un renversement puisse se faire comme cela s'est passé au Chili. C'est imaginable.

Mais il est aussi possible que cela ne se fasse pas comme cela ! Il est possible que cela puisse se faire aussi au moment d'une crise, au moment de l'immobilisation, par la grève généralisée de l'appareil économique et politique du pays. Cela créerait une vacance de pouvoir et il faudrait alors le prendre. De toute façon le choix populaire par voie d'élections s'opèrera ! Donc ce qui se passe dans les organisations politiques de gauche ne peut pas nous laisser indifférents. C'est bien à ces organisations socialistes de réfléchir sur les mesures à prendre le jour où, d'une façon ou d'une autre, ils

accéderont au pouvoir. En tant qu'organisation syndicale, nous avons à présenter, à manifester les revendications des travailleurs.

Nous aurons aussi à formuler un certain nombre de mesures de première urgence. Entre autres, la véritable liberté d'expression des travailleurs, du droit de réunion.

La société socialiste ne pourra pas se faire sans mobilisation populaire. Ce n'est pas possible ! Ce sera là le phénomène décisif : la mobilisation des travailleurs dans et au-delà des entreprises et à partir de problèmes concrets. Mais le processus même de mise en route du contrôle ouvrier, cette capacité des travailleurs d'être réunis en assemblées collectives pour discuter de leurs revendications, des objectifs à poursuivre et de l'action à mener, c'est un processus qui va plus loin que l'action syndicale classique. C'est un processus de prise de conscience politique. Cela relève aussi de notre rôle d'organisation syndicale parce que nous sommes sur le terrain. Pour ce faire il faut reconstruire un certain nombre de méthodes. Les structures syndicales sont le résultat de certaines institutions sociales, le comportement des militants, le résultat des structures syndicales les conduisent souvent à se restreindre à un simple rôle : celui d'informer les travailleurs.

Les rapports parti-syndicat

T.S. : Quel rôle donnes-tu alors au parti politique dans l'entreprise ?

Dans l'entreprise même, la base de la mobilisation c'est les travailleurs eux-mêmes réunis en assemblées. C'est l'organisation syndicale qui a pour rôle de provoquer ces assemblées. (Il faut discuter de ce que peuvent être ces assemblées : au niveau de l'entreprise, l'atelier ? la chaîne ? le secteur ? Comment les articuler ?).

Dans l'assemblée des travailleurs elle-même, il est important que l'expression et l'analyse politique se fassent et contribuent à définir le mieux les revendications et l'action à mener. C'est là que je situe l'intervention du parti politique.



● Fredo Krumnow.

Je ne la situe pas comme une intervention de l'avant-garde révolutionnaire imposant vingt-cinq minutes avant la fin du débat sa façon de voir les choses. Les travailleurs ne peuvent pas facilement s'exprimer (culture, inégalités sociales), mais ils ont beaucoup à dire. Donc le processus essentiel, c'est de changer cette situation parce que ce phénomène est lié au renversement révolutionnaire des rapports de production. Il ne suffit pas de faire des assemblées de travailleurs, si une élite quelle qu'elle soit commençait par dire : « Voilà comment se présente la situation, voilà ce qu'il faut faire ». Il faut un renversement fondamental dans le domaine de l'expression collective.

T.S. : Comment vois-tu l'intervention de l'avant-garde ouvrière organisée dans l'entreprise ?

Elle doit se faire de façon naturelle dans les assemblées des travailleurs. L'organisation syndicale est l'instrument qui doit susciter les assemblées. Mais une fois que les décisions sont prises par ces assemblées, je ne vois pas quelle organisation pourrait les mettre en cause autrement qu'en faisant appel aux mêmes travailleurs. Sinon ce serait de l'action militaire ou groupusculaire.

T.S. : Comment situes-tu les rapports partis-syndicats ? Complémentarité ? Opposition ? Dépassement ?

Je l'ai situé au niveau de l'entreprise. Au niveau de la nation, je la situe comme une recherche collective. L'organisation syndicale doit fournir les objectifs et les mesures que les travailleurs veulent voir prendre par un pouvoir socialiste. Les organisations politiques ont à élaborer ces mesures. Il nous faut un minimum de proposi-

tions sur les problèmes du droit de vote, de l'expression des libertés dans la phase de transition vers le socialisme. (Notamment pour le droit syndical, l'utilisation de l'O.R.T.F. et de la presse, le droit de vote des jeunes et des travailleurs immigrés). Il ne s'agit pas d'aller dans le sens d'une restriction des libertés.

T.S. : Comment déterminez-vous la phase de transition vers le socialisme ?

Il y a là un rapport entre les organisations syndicales qui doivent définir les revendications matérielles et de pouvoir des travailleurs, et les organisations politiques qui devront les prendre en compte et en formuler la réalisation. Par contre, il y a un autre problème qui est celui de l'action de masse à dimension politique sur des revendications plus générales. Jusqu'à présent, les organisations politiques ont une vision électorale qui consiste à dire : nous élaborons un programme ; nous le présentons à la population ; celle-ci ratifie, nous suit ou ne nous suit pas et c'est ainsi qu'on conçoit l'action politique. Pourtant l'action politique de masse c'est mobiliser les travailleurs pour les faire avancer le plus loin possible dans le sens de la remise en cause du capitalisme. Le gros problème c'est de savoir jusqu'où on va, jusqu'où on mobilise un tel mouvement ? C'est un problème d'analyse politique partagée par les travailleurs.

C'est aussi le problème du développement des luttes.

La C.G.T. freine

T.S. : Comment par rapport à la C.G.T. situes-tu les désaccords sur le développement des luttes ?

La hiérarchie n'est qu'un exemple du désaccord straté-

gique C.G.T.-C.F.D.T. La C.G.T. est engagée effectivement dans une politique de rassemblement du maximum de forces. Cela est lié à la stratégie de démocratie avancée. Nous nous sommes engagés dans un renversement même du processus de mobilisation des travailleurs à partir de la base. C'est là-dessus que les divergences éclateront. On sent très bien qu'à chaque fois, qu'en raison même de l'analyse qu'on fait d'un conflit, nos camarades poussent vers une généralisation nécessaire pour l'efficacité de l'action, chaque fois la C.G.T. freine. Ce frein vise aussi la nature même des revendications. Certes, il y a des revendications traditionnelles. Mais il y a aussi remise en cause des cadences, de l'organisation capitaliste du travail. Quand de telles remises en cause s'effectuent, le rôle de l'organisation syndicale, c'est d'aider les travailleurs à tenir jusqu'au bout. Le pouvoir peut essayer d'intégrer toutes ces revendications. Il se défendra. Mais il faut les porter le plus loin possible.

T.S. : On a beaucoup parlé d'un nouveau style avec l'apparition d'E. MAIRE comme secrétaire général. Qu'en pensez-vous ?

La presse personnalise toujours les choses d'une façon excessive. La C.F.D.T. ne s'incarne pas en un homme ou deux. Nous avons jusqu'ici fonctionné selon le principe de la direction collégiale et cela doit continuer. Moi-même, nouveau dans cette équipe, j'en ai été agréablement surpris.

Rien n'est modifié par rapport aux orientations du 35^e Congrès. □

● Interview recueillie par Jean-Yves Romo.

Des abonnements pour tribune

« Tribune Socialiste » est un instrument pour étendre l'influence du parti. Quelles que soient les critiques que les uns ou les autres peuvent lui adresser, notre journal intervient dans les luttes politiques nationales et internationales. La grande presse fait de plus en plus référence à ses prises de position, à ses commentaires sur les luttes politiques et sociales. La faiblesse de ses moyens de départ ne lui permet cependant pas d'exploiter à fond toutes les possibilités et de s'adresser à tous les lecteurs en puissance. Un moyen très simple de nous aider est de faire de nouveaux abonnés, en effet chaque nouvel abonné signifie un peu d'argent supplémentaire que nous pouvons investir dans l'amélioration de la rédaction ou de la diffusion.

Notre tarif abonnement ne peut être un obstacle :

— un an : 43 F,

— un an, de soutien : 80 F.

Chaque abonné d'un an recevra un livre ou un disque en cadeau de bienvenue. Chaque militant du Parti nous ayant fait parvenir 10 (dix) bulletins d'abonnement recevra lui-même un livre ou un disque (d'une valeur de 25 F à choisir dans la Librairie T.S.).

— **ABONNEMENT D'UN AN A 43 F**
Un livre (au choix) :

— Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, par Michel ROCARD.

— La C.G.T., par André BARJONET.

— Les paysans dans la lutte des classes, par Bernard LAMBERT.

Un disque :

— Quatre chansons pour le Vietnam, par Simone BARTEL, Ed. T.S.

— **ABONNEMENT D'UN AN DE SOUTIEN A 80 F**

Un livre (au choix) :

— Le Parti Communiste Français, par André BARJONET (valeur 16,50 F).

— L'Empire américain, par Claude JULIEN (valeur 25 F).

— La Théorie du matérialisme historique, par N. BOUKHARINE (valeur 20 F).

Un disque :

— Chants révolutionnaires du monde, par le Groupe des 17 (valeur 24,25 F).

1^{er} Mai rouge, P.C.F. morose

Philippe Simon, Jean Tercé

Au lendemain des manifestations du 1^{er} Mai, les attaques hystériques du P.C.F. contre les « gauchistes », et particulièrement contre notre parti ne trompent pas. Après le dernier comité central, où Plissonnier constatait la permanence et le renforcement du courant révolutionnaire, le 1^{er} Mai confirme les craintes des réformistes. La présence de plus de 30.000 manifestants de la République au Père-Lachaise vérifie l'audience de masse de l'extrême gauche.

Une longue préparation

Depuis plusieurs semaines, le bureau de la fédération de Paris examinait les différentes modalités d'une présence de l'extrême gauche à l'occasion du 1^{er} Mai et du centenaire de la Commune. Après consultation du secteur entreprises, discussions avec les groupes et contacts avec la C.F.D.T. pour information réciproque, la nécessité d'une manifestation autonome s'est imposée. En effet, l'U.R.P. (1)

C.F.D.T. avait décidé de ne pas participer à la manifestation cégétiste, compte tenu des exclusives stalinienne de la C.G.T.

Malgré cette situation favorable, la Ligue Communiste ne devait se rallier à la manifestation qu'après de fortes réticences, son projet initial étant de participer à tout prix à la manifestation de la C.G.T. Ces oscillations de la Ligue, dont la direction se faisait mettre en minorité pour avoir accepté la manifestation autonome, devaient aboutir à un appel de celle-ci pour les deux manifestations ! Cette position était développée dans un tract attaquant violemment la C.F.D.T. et s'en prenant au P.S.U. pour ne pas s'être rallié à une attitude suiviste à l'égard des syndicats !

Le Secours Rouge par contre se décidait à mobiliser massivement.

Malgré tous ces atteroiements, joints à une manœuvre de la police consistant à nous imposer un autre lieu de rassemblement, la préparation

nombreuse, des militants syndicalistes C.G.T., C.F.D.T. et F.O. s'étaient insérés derrière les banderoles des sections d'entreprises. Elle était aussi la mieux organisée.

Malgré la disposition défavorable du lieu de dispersion et la présence très proche de la police, il n'y a eu aucun incident, exceptés ceux créés par les provocations policières (entre autres). Ainsi, on devait découvrir une camionnette des R.G., camouflant derrière de fausses caisses un poste d'observation et contenant un matériel divers (grenades...). Elle a été incendiée après le départ du service d'ordre de la manifestation. Par qui ? Fallait-il faire disparaître des preuves ?

De même, les graffitis sur les tombes du Père-Lachaise et sur le Mur des Fédérés amènent à poser des questions. A qui profite la provocation ?

Comment se fait-il que le P.C.F. s'en soit saisi aussi rapidement en prétendant que c'était le résultat de la manifestation alors que la provocation avait



fut intensive : plusieurs centaines de milliers de tracts, dont 200.000 du P.S.U., réunions d'organisations, etc.

Cortège rouge

Le samedi 1^{er} Mai, un cortège de plus de 30.000 manifestants devait parcourir une partie de Paris, rassemblant dans une ambiance joyeuse et militante de nombreuses organisations Secours Rouge, P.S.U., Ligue Communiste, L.O., A.M.R., lycéens, sections syndicales C.F.D.T. et F.O., M.L.F., travailleurs immigrés, comités Palestine, etc.

Après les 15.000 manifestants du procès de Burgos, les 20.000 de l'affaire Guyot, nous avons réalisé là le plus grand rassemblement révolutionnaire depuis Mai 68.

Dans le cortège, la partie P.S.U. était, avec le Secours Rouge, la plus

été réalisée le matin ? S'agit-il d'une provocation policière ?

En tout état de cause, la manière scandaleuse dont le P.C.F. s'est emparé du barbouillage et ramène les oripeaux du « gauchisme-fascisme », montre combien il a de peine à donner une explication politique et combien il est sur la défensive. Et ce n'est pas le morne défilé de la C.G.T. qui pouvait constituer une réponse adéquate.

Affirmer le courant révolutionnaire

Ce défilé du 1^{er} mai n'a pas seulement été un succès quantitatif, c'est surtout le résultat d'une progression politique de tout le courant révolutionnaire.

Si notre parti a été en mesure d'apparaître de cette manière, c'est l'avan-

Toutes les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Madame Soleil et le P.C.F.

Madame Soleil a prédit que mai 1971 serait troublé comme mai 1968. A voir déferler une nouvelle vague d'hystérie antigauchiste on peut se demander si nos camarades du P.C.F. ne sont pas de fervents adeptes de Madame Soleil ! Ainsi la peur de mai, si visible dans les rangs du gouvernement, gagnée-elle aujourd'hui l'équipe Marchais.

Mais le P.C.F. veut-il freiner la roue de l'Histoire ? Un vieil adage ne dit-il pas : « en mai fais ce qui te plaît » !

Le new-look de la presse communiste

Jean Verger

Ces jours-ci, la presse communiste fait peau neuve : nouvelle formule de « l'Humanité-Dimanche », présentation améliorée de « France-Nouvelle », etc.

Le plus intéressant de ces innovations, ne réside pas dans une mise en pages plus claire ou des photos plus attrayantes.

Il réside aussi dans le rôle politique très distinct dévolu à ces hebdomadaires.

Le P.C.F. ne peut plus se contenter, au moment où l'unité de la gauche fait de moins en moins recette, où les révolutionnaires sont présents dans les luttes les plus significatives, de calomnier ou de faire le silence le plus total sur leurs actions.

Le temps, où les articles policiers du plumitif Alain Guérin dénonçant les gauchistes, tenaient lieu d'analyse du phénomène révolutionnaire, est (pour combien de temps ?) révolu.

Aujourd'hui, vu le développement du courant révolutionnaire et sa place dans les luttes, le P.C.F. est contraint d'utiliser d'autres arguments.

Ceux-ci sont de deux sortes :

● D'une part la récupération pure et simple : c'est à cela qu'est destinée « l'Humanité-Dimanche ».

● D'autre part un essai — caricatural — de polémique politique : c'est le rôle de « France-Nouvelle ».

La récupération

L'article de fond du numéro 1 de la nouvelle formule de « l'Humanité-Dimanche » est consacré à la jeunesse, à ses aspirations, à ses luttes.

On nous présente une jeunesse qui ne veut pas tout casser, mais tout changer. Pour ce faire trois luttes de la jeunesse actuelle sont mises en avant.

● Le mouvement lycéen en faveur de la libération de Guiot.

● La manifestation à l'enterrement de Jean-Pierre Huet, à La Courneuve.

● La lutte contre le meeting d'Ordre Nouveau.

Mais camarades communistes, si à présent vous semblez considérer ces objectifs de lutte comme positifs, où étiez-vous au moment où elles se déroulaient ?

Vos militants, dans leurs secteurs d'intervention, les dénonçaient sur consigne de leur direction, comme **provocatrices, prématurées, ou encore irresponsables**. Nous saluons donc comme un progrès indéniable, qu'après coup, vous reconnaissiez indirectement vos erreurs, mais comme il n'y a pas là de véritable autocritique, nous en concluons avec un certain intérêt que votre parti va laisser les révolutionnaires prendre les principales initiatives d'action : vous vous contenterez quelques jours ou quelques semaines après, d'applaudir ou... de critiquer. Voilà bien de la **récupération** où les mots ne veulent plus rien dire. De même, sur l'avortement, le n° 2 de « l'Humanité-Dimanche », emboîte le pas... aux actions du M.L.F. et au « Nouvel Observateur ».

Tout ceci traduit en clair, un vide politique, un manque d'imagination, qui est encore plus sensible grâce au modernisme de la mise en page.

Une autre forme de « récupération » nous est apportée par le numéro du 28 avril de « l'Humanité-Dimanche ».

La couverture de ce numéro, sur fond de ménagère entassant dans sa voiture une masse d'articles achetés dans un supermarché, annonce : « Société de consommation — Les Français sont-ils comblés ? »

L'étude en question, avec chiffres à l'appui, interviews de travailleurs et de ménagères, démontre avec justesse, quelles sont les privations (y compris alimen-

taires) de larges couches de la classe ouvrière, et que le problème de la consommation ne peut être abordé sans tenir compte des besoins sociaux, toujours plus grands, créés par la société capitaliste (voiture, appareils ménagers, télévision, etc.).

Mais le véritable objectif de ce reportage n'est pas seulement de montrer la vraie réalité de l'exploitation capitaliste, c'est aussi (et sans doute surtout) de tailler en pièces les vilaines théories des méchants gauchistes : « A suivre les thèses gauchistes puisque les ouvriers sont repus dans le système capitaliste c'est donc que le socialisme ne serait rien d'autre qu'un idéal moral impliquant le refus du bien être » !

Il ne m'étonnerait pas que cette phrase particulièrement grotesque (qui comporte un contresens monumental sur l'appréciation que font les « gauchistes » de la « société de consommation » et qui d'autre part dénie au marxisme son fondement historique universel — « l'idéal moral » — pour reprendre cette expression vulgaire) émane du rédacteur en chef adjoint d'**Economie et Politique**, dont l'adhésion tardive au marxisme explique peut-être quelques lacunes dans l'expression théorique...

La « polémique politique »

En lisant les deux derniers numéros de « France-Nouvelle », il semble, non seulement que le mouvement révolutionnaire existe pour les militants du P.C.F., mais qu'il doit leur poser de nombreux problèmes.

En effet, les journalistes de cette revue ne consacrent en deux semaines pas moins de cinq articles à justifier leur attitude par rapport au courant révolutionnaire (1).

Dans le numéro d'il y a quinze

jours, en plus de l'article de Jean Rony sur le P.S.U. (qu'évoquait la semaine passée J.-M. Vincent) figure un long article embarrassé d'Henri Martin pour justifier le refus des gauchistes dans le cartel de quarante organisations créées à propos du Vietnam. Cet article n'a pas dû convaincre beaucoup de militants du P.C.F., puisque la semaine suivante, le même Henri Martin en publiait un autre aussi long sur le même sujet et reprenant les mêmes thèmes. Nous attendons avec intérêt vu le développement du Front Solidarité Indochine et le succès de ses manifestations, le troisième article la semaine prochaine...

Autre article embarrassé : celui sur les transports d'un certain Roland Vuillaume, qui a pour objet de critiquer l'action de la fédération des comités d'usagers ; preuve s'il en était du succès de la campagne des révolutionnaires sur les transports et de son impact sur les militants communistes.

Ainsi donc à chaque campagne des révolutionnaires, le P.C.F. se trouve dans l'obligation de plus en plus importante de justifier son silence, son inaction, envers ses propres militants.

Et vu l'embarras et le nombre des articles de ces dernières semaines, on peut penser que les militants de base ne se laissent pas convaincre aussi facilement que prévu.

Le « dialogue » qui s'engage ainsi à travers le miroir déformant de la presse du P.C.F. est la preuve de nos succès. Le jour n'est peut-être pas si loin où nous obligerons les journalistes du P.C.F. à tremper leurs stylos dans une encre moins trouble, celle de la véritable discussion... fraternelle si possible ! □

(1) Le succès du défilé révolutionnaire du samedi matin 1^{er} mai, montre qu'ils ont raison de lui attacher de l'importance !

cée politique décisive réalisée ces derniers mois et l'implantation accrue dans les entreprises qui ont été consacrées. Il était frappant de reconnaître, dans les thèmes des banderoles P.S.U., la plupart des objectifs du programme d'action.

En second lieu, on peut constater que toute manifestation autonome des révolutionnaires, quand elle se fait sur des objectifs précis, sur des bases unitaires et dans la clarté à l'égard des équivoques réformistes, a un effet de masse.

Nous avons pu vérifier là ce que nous avaient déjà indiqué les manifestations de Burgos, des lycéens, les résultats des listes révolutionnaires aux municipales... Certes, cette affirmation autonome qui est décisive mais qui doit se faire sur une base de masse, n'exclut pas des actions communes avec le P.C.F. Ainsi lors du 1^{er} mai précédent, nous nous sommes joints,

sur nos mots d'ordre, au cortège syndical commun. D'autre part, nous devons bien constater que l'attitude sectaire de la C.G.T. loin de nous nuire, nous a renforcés.

En ce qui concerne la C.F.D.T., tiraillée entre la volonté de participer plus activement à la lutte des classes et la perspective d'une traditionnelle unité de la gauche, elle a fini par choisir la voie de la clarté à l'égard de la C.G.T. Cela n'avait pas été le cas lorsque des exclusives furent lancées par le P.C.F. contre la fédération des comités d'usagers des transports. En sera-t-il de même lors du 8 mai et des manifestations contre la guerre du Vietnam comme semble l'indiquer le communiqué de l'U.R.P.-C.F.D.T. ?

Par ailleurs, la disparition totale des appareils social-démocrates (P.S., C.I.R., Objectif 72) dans toutes les initiatives de masse, devrait amener nos camarades de la C.F.D.T. à compren-

dre que, contrairement aux espoirs fondés lors du soutien de l'U.R.P. aux listes d'union démocratique (dès le premier tour des municipales (et particulièrement au P.S.), la voie social-démocrate mène à l'impasse.

Où va la Ligue Communiste ?

L'attitude de la Ligue, oscillant entre la participation à la manifestation des Révolutionnaires et celle des réformistes est significative de la crise profonde. Cette attitude ambiguë a abouti à la participation à la manifestation de la C.G.T. ; politique à la fois aventuriste et suiviste comme l'ont montré les événements. En effet, décidée à défendre le mot d'ordre « le syndicat est l'arme de tous les travailleurs » la Ligue s'est retrouvée sur celui de « C.G.T. trahison » après avoir été prise en étau par la collusion

C.G.T.-police. Que le bilan se soit limité à un petit cortège de 3.000 militants et à des affrontements de petits groupes avec la police montre l'échec de cette orientation.

Intervenant après la scission qu'elle a connue récemment, la rupture de la Ligue avec le mouvement de masse étudiant et lycéen, sa tentative ratée de briser le Secours Rouge, ses difficultés dans les entreprises, son évolution opportuniste à l'égard des syndicats, accentuent sa tendance à devenir une secte.

Quelles que soient les manœuvres de diversion, ce 1^{er} mai rouge montre que nous sommes dans la bonne voie. Toutefois il importe d'aller plus loin dans la consolidation du courant révolutionnaire en élargissant notre travail de masse, particulièrement dans les entreprises. □

(1) U.R.P. : Union régionale parisienne.



Depuis trois ans, depuis les événements de mai 68, il y a quelque chose qui ne va pas dans la manière dont les courants révolutionnaires français manifestent leur solidarité avec les peuples d'Indochine. Avant 1968, à l'époque du C.V.N. et des C.V.B., ils étaient à la pointe de l'initiative et parvenaient à imposer une ligne politique correcte de soutien au peuple vietnamien jusqu'à la victoire. Après 1968, de nombreux militants dont la lutte sur le Vietnam était jusqu'alors l'activité principale, se sont trouvés engagés prioritairement dans d'autres domaines. Certains aussi n'ont pas compris que la conférence de Paris, loin d'être une négociation traditionnelle, était le prolongement politique de l'affrontement militaire et ne devait entraîner, en aucune façon, bien au contraire, le relâchement de la solidarité.

C'est dans ces conditions que le Mouvement de la Paix, et à travers lui le P.C.F. et la C.G.T., ont repris l'initiative et organisé des manifestations, certes importantes, mais sur une base politique souvent confuse, auxquelles nous nous sommes alors associés faute de mieux.

Le sectarisme du parti communiste et les exclusives jetées par lui contre une partie du courant révolutionnaire, en rendant impossible notre participation au même « cartel », ont aussi renforcé l'obligation d'une présence autonome significative, non seulement du P.S.U., mais de toutes les forces d'extrême-gauche. Des discussions étaient en cours, à ce sujet, entre les diverses tendances. La création du « Front Solidarité Indochine » (F.S.I.) est l'aboutissement de ces discussions.

Nous avons confronté des conceptions, à l'origine assez différentes, sur la nature et les formes d'organisation du mouvement de soutien à la révolution indochinoi-

se. Nous sommes finalement tombés d'accord sur une organisation permanente mais souple, tenant compte de la diversité de ses composantes (P.S.U., Secours rouge, Ligue communiste, A.M.R., Révolution, Gauche prolétarienne, V.L.R., etc.).

Le « front » n'est pas un cartel. Son comité d'initiative est constitué pour l'instant de « personnalités », mais il s'agit de camarades représentant et engageant les mouvements auxquels ils appartiennent.

La ligne politique du « front » est claire. Il s'agit d'apporter notre soutien matériel et politique, pour la victoire des peuples d'Indochine, à la République démocratique du Vietnam, au F.N.L. et au G.R.P. du Sud-Vietnam, au Front uni national du Kampuchéa et au gouvernement royal du Cambodge, ainsi qu'au Front patriotique lao, c'est-à-dire aux forces responsables de la lutte. Nous ne voulons être ni des pleureuses pacifistes ni des donneurs de conseil du jusqu'au boutisme révolutionnaire, mais des militants attachés à soutenir l'action des peuples indochinois, sous les formes et sur les objectifs qu'ils se sont donnés. C'est dans cette perspective que nous entendons associer étroitement la lutte pour le Vietnam aux autres luttes contre l'impérialisme et le capitalisme en France, en même temps que nous dénoncerons la complicité du gouvernement français en exigeant la rupture avec les cliques de Pnom Penh et de Saïgon.

Les formes d'organisation pourront être différentes selon les cas. Des comités de base pourront se former lorsqu'ils correspondent à une nécessité locale. Ailleurs, ce seront les organisations et les groupes eux-mêmes qui agiront ensemble sous l'égide et dans le cadre du Front. Les formes définitives d'organisation restent à préciser mais l'essentiel est de relancer rapidement la mobilisation des cou-

rants révolutionnaires sur l'Indochine et d'assurer une action permanente dans ce domaine.

Le F.S.I. lance un appel pour faire du mois de mai 71 un mois de solidarité avec l'Indochine en multipliant les initiatives : meetings, manifestations, expositions, projections, actions ponctuelles dans les entreprises américaines ou françaises, travaillant pour la machine de guerre au Vietnam (Esso-Standard et Bull-Honeywell par exemple). Le P.S.U. doit être un élément actif de cette campagne. Nos fédérations et sections doivent rechercher partout, en union avec les autres participants du F.S.I., les moyens d'étendre la solidarité avec le peuple indochinois.

Dans le cadre de ce mois d'action, le F.S.I. a décidé qu'il appellerait à participer aussi aux initiatives du Mouvement de la Paix et des « 40 organisations ». Dès lors que le courant révolutionnaire est en mesure de s'affirmer d'une façon autonome et de développer ses propres initiatives, il est en effet possible et nécessaire, comme nous l'avons précisé à notre conseil national de Rouen, de pratiquer une politique de front uni.

L'extension de la guerre en Indochine, les victoires politiques et militaires remportées par les peuples indochinois sur l'agresseur américain, le magnifique développement des manifestations contre la guerre aux Etats-Unis nous créent de nouveaux devoirs. Il faut isoler le gouvernement Nixon et ses complices. Il faut soutenir plus que jamais les combattants indochinois et le peuple américain. La mobilisation de tout le parti est nécessaire pour que le F.S.I. remplisse son rôle et que nous fassions ensemble de 1971 l'année d'une nouvelle étape dans la solidarité du peuple français aux combattants d'Indochine, avant-garde de la lutte contre l'impérialisme dans le monde entier. □

Offensive de printemps

Jean-Louis Auduc

Les derniers jours d'avril et le début du mois de mai ont vu à nouveau Washington envahie.

Envahie par des centaines de milliers de manifestants réclamant « l'arrêt immédiat des hostilités au Vietnam » et le retrait total de tous les G.I.

Mais ce printemps, à la différence de 1967, de mars 1968, le courant n'était plus seulement étudiants, jeunes, il débordait très largement sur d'autres couches de la population.

Un traité de peuple à peuple

Les manifestants ne venaient pas les mains vides à Nixon.

Ils venaient pour faire appliquer par le gouvernement américain, un traité dûment signé par les représentants du peuple américain et du peuple vietnamien.

En effet, en décembre 1970 avait été signé à Hanoï entre un groupe d'étudiants et de pacifistes américains et les représentants du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Vietnam et de la République du Vietnam le texte d'un traité d'arrêt de la guerre. Texte qui devait être appuyé durant les mois de janvier à avril par de nombreuses organisations aux U.S.A., et le fait mérite d'être souligné, par plusieurs organisations syndicales de base de l'A.F.L.-C.I.O., telle District 65, organisation des employés de New-York.

On croyait le mouvement anti-guerre aux U.S.A. mort ces derniers mois ;

en fait ses militants avaient mené un travail de taupe souterrain qui donne ses premiers résultats aujourd'hui.

Travail de taupe y compris au sein même de la principale structure de la citadelle américaine : l'armée U.S.

Pourrissement de l'armée

Après plus de 11 ans d'intervention américaine sans succès, devant les victoires du Front, un sentiment d'inutilité de la « sale guerre » s'est répandu dans l'armée U.S.

Sentiment augmenté après l'offensive du Têt, l'échec de la vietnamisation, de l'invasion du Cambodge et du Laos.

Sentiment anti-guerre qui s'était manifesté au moment du moratoire de 70 où de nombreuses sections de G.I. avaient arboré un bandeau noir sur leur uniforme, indiquant leur opposition à la poursuite de la tuerie ordonnée par Johnson, puis Nixon.

Song-My, les révélations de massacres ont augmenté ce sentiment qui a revêtu différentes formes :

- l'exacerbation de la question raciale : les soldats noirs incorporés refusant d'obéir aux militaires blancs de tuer les Vietnamiens, et désertant en masse ;

- l'afflux de drogue dans l'armée U.S. Au Vietnam, selon les derniers rapports officiels du département d'Etat, plus de 50 % des soldats se droguent.

Drogue qui reflète l'état d'impasse dans lequel se trouve les G.I.



- la révolte contre les officiers.

On ne compte plus au Vietnam, les révoltes contre les gradés, symbole de l'attitude du pouvoir. On signale même l'augmentation du nombre d'officiers morts dans les patrouilles (toutes les balles ne se perdent pas : un membre de la commission du congrès estime à 500 le nombre des officiers tués par leurs hommes !).

- le théâtre aux armées devient une arme de révolte.

A Danang, Bob Hope, comique attiré de l'armée de la Corée au Vietnam, se fait accueillir aux cris de « Peace now (1) » et repart déconfit...

On connaît le succès aux U.S.A. de Jane Fonda et de sa troupe de théâtre qui se produit dans les coffees shaps (restaurants bon marché) autour des casernes.

Chaque soir la salle est comble et l'une des scènes les plus applaudies met en scène Nixon et son conseiller :

LE CONSEILLER : Il y a une manifestation, Richard.

NIXON : Oh encore des hippies, des pacifistes.

LE CONSEILLER : Mais ils veulent envahir le Pentagone, la Maison Blanche.

NIXON : Qu'on les réprime !

LE CONSEILLER : Mais ils sont plusieurs centaines de milliers, ils ont des fusils.

NIXON : Des fusils, qu'on les empêche d'avancer, qu'on appelle l'armée.

LE CONSEILLER : Mais Président, on ne peut pas, ils sont l'armée.

La preuve de ce climat dans l'armée a été donnée par la manifestation des vétérans.

Plus de 1.500 vétérans (les vets : anciens combattants du Vietnam) ont défilé devant le Pentagone et jeté leur médaille dans un drap représentant le linceul d'un soldat américain. Les mêmes ont ensuite témoigné des atrocités dont ils avaient été les témoins ou acteurs durant leur présence au Vietnam.

Ça branle dans le manche !

Le peuple vietnamien et son représentant le G.R.P. ne s'y sont pas trompés.

Devant la montée de la protestation dans l'armée, la circulation des bulle-

tins anti-guerre (on dénombre plus de 50 feuilles locales au Vietnam), le G.R.P. a publié un communiqué des F.A.P.L. déclarant qu'elles n'interviendraient plus contre les G.I. opposés à la guerre.

Là aussi de peuple à peuple, la solidarité est effective.

Un tel pourrissement de l'armée ne pouvait pas manquer de créer un climat favorable à de puissantes manifestations.

Fin avril c'est plus de 250.000 personnes à San Francisco et 500.000 manifestants à New-York qui défilent.

Toute la semaine, les manifestations se sont poursuivies (blocage des administrations, des ministères, des routes) sans doute moins spectaculaires que dans la capitale, mais mettant en action des centaines et des centaines de milliers d'Américains, et cela dans des endroits où il ne s'était jamais, auparavant, déroulé de manifestations anti-guerre (Sud, Middle West, Texas, etc.). Mais ce qui rend Nixon encore plus perplexe, ce sont les couches ouvrières de la population qui entrent en lutte... Car à côté des étudiants, de plus en plus nombreux, on trouve des jeunes travailleurs, des syndicalistes... Il y a 3 ans les premières manifestations de masse avaient été soutenues par 2 ou 3 parlementaires ; cette fois-ci, les manifestations, le Traité de Peuple à Peuple sont soutenus par des dizaines de parlementaires poussés par le mouvement de masse. Un mouvement qui dépasse le simple pacifisme. Le mot d'ordre des révolutionnaires d'il y a 3 ans « Bring the war home » (Ramenons la guerre à la maison) est aujourd'hui celui de tous ceux (et ils sont près d'un million) qui ont ratifié le traité.

Cette menace, si Nixon ne fixe pas d'échéance au retrait des troupes, est réelle.

Au moment où l'Amérique connaît de plus en plus de grèves importantes, où le gouvernement se trouve aux prises avec une inflation incontrôlable, de Washington à New-York, des ghettos noirs aux usines de Détroit, le régime de Nixon vacille sur son socle-dollar. □

(1) La paix, tout de suite.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15°

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste N° 8

— Fascisme et dictature, N. POULANTZAS	23,70 F
— Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, J. DAUBIER	18,10 F
— Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, E. MANDEL	18,10 F
— Marx et Engels, D. RIAZANOV	15,00 F
— La Commune, le conseil municipal et les citoyens, R. BEAUNEZ et M. DEJOUR	9,00 F
— La bolchevisation du P.C.F., 1923-1928, JEDERMAN	8,70 F
— L'économie mondiale et l'impérialisme, N. BOUKHARINE	15,00 F
Prix réel :	107,60 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15°)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

Traité de peuple à peuple

NOUS DECLARONS que le peuple américain et le peuple vietnamien ne sont pas ennemis. La guerre est livrée en notre nom sans que nous y ayons jamais consenti. Cette guerre détruit la terre et la population du Vietnam. Cette guerre spolie notre pays de ses ressources, de sa jeunesse et de son honneur.

NOUS DECIDONS en commun par le présent accord de mettre fin à cette guerre aux termes précisés plus bas, afin que nos deux peuples puissent vivre dans la joie d'être indépendants, afin qu'ils puissent se consacrer à l'édification d'une société fondée sur l'égalité entre les hommes et le respect de la terre. En répudiant cette guerre, nous répudions toute forme de racisme et de discrimination appuyée sur des différences de couleur, de classe, de sexe, de nationalité ou d'appartenance ethnique, — car c'est cela qui tient et a tenu lieu de support principal à la politique de guerre des Etats-Unis.

1° LES AMERICAINS s'engagent à opérer un retrait immédiat et total de toutes leurs troupes stationnées au Vietnam, et à fixer publiquement la date à laquelle les dites troupes seront évacuées.

LES VIETNAMIENS s'engagent à prendre les mesures suivantes dès que le gouvernement des Etats-Unis aura fixé la date du retrait total de ses troupes :

2° ENTREPRENDRE des négociations en vue de la libération de tous les prisonniers américains, y compris les pilotes capturés au cours de missions de bombardements sur le Nord-Vietnam.

3° PROMULGUER un cessez-le-feu immédiat entre les forces des Etats-Unis et les forces menées par le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire.

4° ENGAGER des pourparlers en vue de garantir la sécurité des troupes américaines au cours des opérations d'évacuation.

5° LES AMERICAINS s'engagent à mettre fin au règne des Thieu-Ky-Khiem qu'ils imposent par la contrainte au peuple du Sud-Vietnam, de sorte que soit assuré le droit des Sud-Vietnamiens à l'autodétermination et la libération de tous les prisonniers politiques.

6° LES VIETNAMIENS s'engagent à former un gouvernement provisoire de coalition qui se chargera d'organiser des élections démocratiques. Toutes les parties s'engagent à se conformer au résultat de ces élections, auxquelles tous les Sud-Vietnamiens pourront participer librement, hors de la présence de troupes étrangères quelles qu'elles soient.

7° LES SUD-VIETNAMIENS s'engagent à mettre au point des procédures qui garantiront la sécurité et la liberté politique à tous les Sud-Vietnamiens qui ont collaboré avec les Américains ou le régime soutenu par les Américains.

8° LES AMERICAINS ET LES VIETNAMIENS s'engagent à respecter l'indépendance, la paix et la neutralité du Laos et du Cambodge, conformément aux accords de Genève de 1954 et de 1962, et à ne pas intervenir dans les affaires intérieures de ces deux pays.

9° A PARTIR DE CES POINTS D'ACCORD nous nous engageons à mettre fin à la guerre et à résoudre tous les autres problèmes dans l'esprit de l'autodétermination et dans le respect mutuel de l'indépendance et de la liberté politique des peuples du Vietnam et des Etats-Unis.

EN RATIFIANT CET ACCORD, NOUS NOUS ENGAGEONS A PRENDRE TOUTES LES MESURES QU'IL SERA NECESSAIRE DE PRENDRE AFIN D'EN FAIRE APPLIQUER TOUTES LES CLAUSES ET AFIN QUE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS EN RECONNAISSE LA VALIDITE.

Fait à Saïgon, Hanoi, Paris (décembre 1970) - Ann Arbor, Detroit (février 1971) - Washington, Paris (mars 1971).



M. Houphouët-Boigny est prêt à ouvrir le dialogue avec le gouvernement de Pretoria.

Impérialisme français et racisme sud-africain solidaires

« Quand Debré envoie une mission confidentielle à Pretoria pour y promouvoir le tourisme sud-africain à la Réunion, il fournit le feu vert qu'attendait Tsiranana à Madagascar pour accepter une liaison aérienne régulière entre l'Afrique du Sud et la grande île, prélude à d'autres contacts. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement le Malawi qui, au nom du « réalisme », établit des relations économiques et politiques avec l'Afrique du Sud, ce sont les pays francophones comme le Gabon et bientôt sans doute la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire qui font défection et renforcent le racisme sud-africain. »

Ces propos de Johnny Makatini, un des leaders de l'« African National Congress », ne datent que d'un peu plus d'un an (interview à « Tribune Socialiste », 19 février 1970). Ils se sont trouvés confirmés, dès novembre 70, par Houphouët-Boigny, chef de l'Etat ivoirien, qui fut immédiatement félicité par le Portugal pour avoir pris l'initiative de renouer avec l'Afrique du Sud. C'est le même Houphouët-Boigny qui vient, avec éclat, de reconfrmer sa décision, allant jusqu'à qualifier de « méprisantes » les nombreuses condamnations du racisme sud-africain à l'O.N.U. !

Il appartenait au plus beau fleuron de la couronne néo-colonialiste française de prendre la tête de cette campagne : au pays du « miracle ivoirien », les Français sont en effet trois fois plus nombreux aujourd'hui qu'avant « l'indépendance »... D'autres Etats suivront, n'en doutons pas. Côte-d'Ivoire, capitale : Paris

Comme l'a bien compris Johnny Makatini, c'est Paris qui est à l'origine d'une telle

décision. Les intérêts économiques de l'impérialisme français en Afrique du Sud sont devenus si importants qu'il faut bien que tout l'empire néo-colonial français adopte désormais une attitude « réaliste ».

Depuis 1960 (date qui marque, pour les pays africains francophones, le passage de la dépendance coloniale à la dépendance néo-coloniale), les exportations françaises vers l'Afrique du Sud ont triplé : la France est devenue le troisième investisseur en Afrique du Sud, derrière la Grande-Bretagne et les U.S.A. Parmi les exportations françaises, les armes occupent la première place. Rappelons que la France n'a pas adhéré à l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud décrété par l'O.N.U. en 1964.

« Le Monde » du 29-8-70 chiffrait à 1.517 millions de francs les fournitures d'armes françaises depuis cette date. Le groupe de recherches « France - Afrique du Sud » donne à ce propos de nombreuses précisions (« Tricontinental », janvier 1971) notamment :

● Equipements terrestres : automitrailleuses AML 90 et AML 60 qui, selon « Le Monde » du 22-12-70, sont « spécialement destinées à des forces de police dans la lutte anti-guérilla ». Chars AMX. Munitions correspondantes.

● Equipements radars.
● Missiles (Thomson C.S.F., Matra, Nord-Aviation).

● Assistance technique en recherche nucléaire (la France achète 50 % de l'uranium sud-africain).

● Sous-marins, avec équipages formés à Toulon.

● Equipement aéronautique (nombreux « Mirage » équipés de missiles Matra et Nord-Aviation, avions de transport de troupes « Transall », hélicoptères lourds « Super Frelon » de Sud-Aviation, « Alouettes », etc.)

Ce soutien massif que nous avons très brièvement résumé (pour connaître les chiffres, se référer à « Tricontinental ») s'accompagne d'un soutien diplomatique, de liens « culturels » et sportifs et de nombreux échanges commerciaux. Dans son numéro d'octobre 1970, le mensuel « Patronat-C.N.P.F. » rendait compte d'une mission économique française en Afrique du Sud, conduite par le général Fayet, qui s'était déroulée du 9 au 24 mai 1970 et avait pour but « d'étudier les perspectives d'accroissement de nos exportations à moyen et long termes et des conditions de notre implantation commerciale et industrielle. »

La politique de l'impérialisme français en Afrique du Sud ressemble en tout point à sa politique de soutien massif au colonialisme portugais. Elle jouit du soutien de tous les « nègres domestiques » (comme les appelait Malcolm X) au pouvoir en Afrique francophone. La décision spectaculaire d'Houphouët-Boigny s'inscrit logiquement dans le déroulement d'un processus qui fait de l'impérialisme français un des ennemis les plus puissants de la liberté des peuples africains.

Dénonçons la supercherie des condamnations platoniques de l'apartheid !

Il est piquant de constater que la décision d'Houphouët s'inscrit apparemment dans le cadre de l'« Année Internationale de Lutte contre le Racisme » décrétée par l'O.N.U. pour 1971 et que la Côte-d'Ivoire avait — bien entendu — approuvée !

Cette campagne mensongère, signée par tous les Etats, après une nouvelle condamnation platonique et quasi unanime de l'Afrique du Sud, doit être impitoyablement dénoncée. Comme les campagnes « contre la faim dans le monde » qui se gardent de mettre l'impérialisme en cause, cette « Année mondiale » n'a pour but que de masquer le soutien des grandes puissances impérialistes au racisme institué. C'est pourquoi tous les organismes soi-disant « antiracistes » la soutiennent. De la L.I.C.A. ultra-réactionnaire et ultra-sioniste (« Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme ») au M.I.L.A.R. (« Mouvement International de Lutte Antiraciste » — association gaulliste liée à l'A.S.F.A. de Louis Terrenoire), en passant par le M.R.A.P. (« Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix » — organisation « de masse » proche du Mouvement de la Paix et du P.C.F.), c'est à qui rivalisera à cette occasion en démagogie.

Nous en reparlerons ultérieurement.

Ce pétrole n'est pas français

Christian Leucate

Le gouvernement français par compagnies pétrolières interposées est en train de mener une politique de brigand de grand chemin contre l'Algérie indépendante. On sait que notre diplomatie est intervenue pour empêcher le financement de certains projets algériens d'industrialisation.

Maintenant, on en est à une véritable tentative de blocus et d'étouffement de l'économie algérienne. Chaque jour

nous apporte son train de mesures et l'on peut craindre que le gouvernement ne recule pas devant un rappel massif des techniciens ou devant des restrictions à l'immigration algérienne. C'est pourquoi nous devons tout faire pour stopper cette offensive impérialiste qui vise aussi bien les peuples d'Afrique noire que le peuple algérien. Déjà des fédérations du parti préparent des meetings sur ce thème en collaboration avec les travailleurs algériens.

Nous devons encore élargir cette campagne et montrer que, comme la nationalisation du canal de Suez en 1956, la bataille du gouvernement algérien pour récupérer ce pétrole rouge du sang d'une guerre de huit ans, peut ouvrir une ère nouvelle dans la lutte anti-impérialiste. Christian Leucate montre qu'en cette matière les critiques que l'on peut faire sur la nature sociale du régime d'Alger ne suffisent pas à justifier l'inaction. □

L'exemple algérien illustre à sa manière l'une des contradictions qui traversent à l'heure actuelle le développement mondial du mode de production capitaliste : sur tous les continents dominés par l'impérialisme s'affirment de nouvelles bourgeoisies nationales qui revendiquent la possibilité d'un développement économique libéré de l'emprise directe des monopoles impérialistes. Quelle que soit leur forme politique — du réformisme démocrate-chrétien au « progressisme » des technocraties militaires arabes ou sud-américaines —, tous ces « nationalismes de gauche » ne sauraient nous abuser quant à leur nature de classe.

En effet, le conflit d'intérêt ainsi ouvert avec les puissances impérialistes a pour enjeu principal un nouveau partage à l'échelle mondiale, du contrôle des ressources productives (matières premières notamment) et du surplus économique tiré de leur mise en valeur et de leur exportation. Cette bataille pour la redistribution de la plus-value entre bourgeoisies nationales du tiers monde et impérialisme n'implique en tant que telle :

● **Ni libération économique** définitive dans la mesure où ce développement national implique le plus souvent un recours massif à l'« assistance » technique et financière des pays dominants ;

● **Ni remise en cause réelle des rapports de production capitalistes** qui, sous des formes souvent originales (secteur public, économie « mixte » ou « autogérée »...) et au-delà de toutes les illusions entretenues par les idéologies populistes ou nationalistes, restent le fondement même du développement économique.

Le « socialisme algérien » connaît à l'évidence de telles limites. Le conflit pétrolier comme la mise en œuvre du « plan quadriennal »

témoignent de la montée d'une bourgeoisie technocratique décidée à développer une stratégie d'accumulation industrielle accélérée (1). Il est déjà clair que celle-ci toujours dominée par les critères de la rentabilité capitaliste, s'avère incapable de réaliser le plein emploi des masses algériennes durablement livrées au chômage et à l'émigration. Bien plus, la création à grands frais d'une industrie nationale intégrée au marché impérialiste, implique le maintien de certaines distorsions sociales héritées du colonialisme et d'une exploitation des masses rurales et ouvrières (dont témoigne déjà le réveil des conflits du travail au sein des entreprises publiques industrielles...). Enfin, cette stratégie s'appuie au plan politique sur la bureaucratisation du parti et des organisations de masses et sur une répression systématique contre les éléments radicalisés de la petite-bourgeoisie : ce sont là les conditions à remplir pour que la nouvelle bourgeoisie algérienne asseoie les bases de son hégémonie.

● Souligner qu'ici comme dans toutes les sociétés capitalistes, la contradiction principale est bien celle qui oppose classe dominante et exploités implique une rupture complète avec les illusions stratégiques, entretenues par Moscou en ce qui concerne la libération du tiers monde. Une « révolution par étapes » qui confierait le développement économique aux révolutions petites-bourgeoises nationalistes pour reporter à plus tard l'échéance de la révolution socialiste et de la destruction des rapports sociaux de production, ne peut que renforcer la domination mondiale du capitalisme. Le problème posé est, bien au contraire, d'affirmer l'hégémonie des masses ouvrières et paysannes du tiers monde, dès la phase de la lutte anti-coloniale et anti-impérialiste.

● Mais cette option stratégique ne permet au courant révolutionnaire ni d'oublier que la lutte de classes dans les pays du tiers monde se trouve également déterminée par la domination impérialiste, ni d'éluder ses responsabilités politiques immédiates dans tous les conflits qui traversent le dispositif mondial de l'impérialisme. Si l'internationalisme prolétarien implique une critique sans faiblesse de la nature de classe des divers « progressismes » du tiers monde, **notre propre lutte de classes, dont l'adversaire immédiat est bien le capitalisme français et son Etat, exige aussi de nous un soutien — tactique mais ferme — aux Etats qui prennent les risques d'un affrontement direct avec le néo-colonialisme français.** Ainsi, nous ne pouvons ignorer que, quelle que soit sa stratégie sociale, la bourgeoisie algérienne mène actuellement **un combat qui est vital pour l'ensemble du peuple algérien et sape l'un des principaux piliers du dispositif impérialiste français en Afrique.** Sur son terrain propre, cette lutte a des aspects objective-

ment progressistes et son enjeu dépasse largement le cadre des relations franco-algériennes. Si le gouvernement français cautionne ouvertement la tentative d'asphyxie économique que représente le boycottage des achats pétroliers proposé par les compagnies pétrolières, c'est certes qu'il entend sauvegarder ce qui peut encore l'être en Algérie, mais surtout qu'il entend éviter tout précédent susceptible de faire école ailleurs : lorsque ses intérêts sont menacés, le néo-colonialisme français perd vite son visage de paternalisme bonhomme pour redécouvrir les recettes éprouvées de « l'impérialisme du dollar ».

Dans une telle circonstance, notre rôle ne peut être de renvoyer les adversaires dos à dos. Il est de choisir clairement notre camp dans le conflit gravement incertain qui oppose aujourd'hui l'Etat algérien à l'impérialisme français. □

(1) A ce sujet, « Algérie, développement national et luttes de classe », Critique socialiste n° 3.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 18-19	La hiérarchie des salaires.	
	Le numéro double	2 F
N° 20-21	Le capitalisme contemporain.	
	Le numéro double	2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9	Histoire du P.S.U.	
N° 13	Les petits commerçants et la crise du commerce.	
N° 16	Les travailleurs immigrés.	
N° 17	Les fondements de l'exploitation capitaliste.	
	Le numéro simple	1 F
	Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

WIE

militante

Stage Cinéma

Le cinéma en tant qu'outil pour les révolutionnaires, en tant qu'arme dans nos luttes politiques, fera l'objet du stage qui se déroulera du 20 au 23 mai 1971 à l'Arbrèsle, à 20 km de Lyon.

Participation 100 francs. S'adresser à la Coordination Culturelle - P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

CEDETIM

Le C.E.D.E.T.I.M. dans le cadre de son cycle d'études sur la coopération française, organise un débat sur la coopération culturelle le vendredi 14 mai, à 20 h. 30, 94, rue Notre-Dame-des-Champs.

Petite annonce

La XI^e Section Paris recherche pour août dans village PROVENCE, maison pour 8-10 camarades. Ecrire J.-Y. Lemerle, 46, rue Fontaine-au-Roi, Paris-11^e.

luttons culturelles

Little big man

A. Moutot

Pour piétiner les plates-bandes officielles de l'histoire et désarticuler le schématisme traditionnel de la plupart des westerns, le réalisateur Arthur Penn a, dans son dernier film, enfourché le cheval de bataille de la dérision. Dans ce but, le très percutant auteur de « Bonnie and Clyde » (1967) a délibérément choisi de ne pas prendre au sérieux les mythes qui inspirent l'idéologie de son pays.

Candide au pays indien

A cet effet « Les extravagantes aventures d'un visage pâle », deuxième titre de l'œuvre, nous transpose d'emblée dans le domaine de la fable. L'âge canonique du héros, qui a atteint cent-vingt ans, porte déjà la marque de l'exagération démesurée. Tout au long du film Penn a accumulé à plaisir d'inénarrables mésaventures pour jalonner la vie de cet homme proclamé « Little Big Man » par un vieil Indien (Chief Dan Georges) en hommage à sa bravoure et à sa petite taille. Enlevé, rendu et repris, ce candide en pays indien, ballotté constamment sur un flot d'événements qui le dépassent. Les temps forts de cette existence trop bien remplie, sont rapportés par Penn au pas de charge avec la verve et la volubilité d'un conteur arabe. Le récit nerveux est conduit sans trop de rigueur chronologique. La bonne humeur de metteur en scène y truffe à foison, des parenthèses ironiques, des retours en arrière humoristiques qui donnent une saveur toute picaresque à l'histoire. Ainsi, vers la fin du film, un bordel sert de cadre à la rencontre-surprise de l'ingénu (Dustin Hoffman) et de la perverse et pieuse hôtesse (Faye Dunaway) épouse du révérend qui l'avait recueilli tout au début. De tels détails survolent cette œuvre attachante et lui impriment la

marque de finition très caractéristique du réalisateur du « Gaucher » (1957).

Fantaisie véridique et mensonges sérieux

Le burlesque déclenché en saccades par les avatars du héros ne masque pas la précieuse habileté du cinéaste pour retourner, comme des mouffles, les mensonges officiels. En empilant un à un, les poncifs du genre, Penn distance le spectateur du sujet traité et lui fait mieux saisir, par réaction, son conditionnement habituel et sa soumission passive à la magie de l'image. Derrière la superficialité délicate du récit qui s'escamote lui-même, la trame réelle des événements évoqués se révèle peu à peu dans leur authenticité. Certes l'exagération et l'amoncellement comique des situations-types ont inspiré à Penn quelques caprices avec l'orthodoxie de l'histoire. Son naïf porte-parole est peut-être un fiéffé menteur. C'est surtout un lucide malgré lui. En fait le réalisateur s'y est pris comme pour élever le château de cartes des clichés historiques dont la chute entraîne la mise à bas des idées reçues. Il en résulte que ce panorama de l'Ouest américains traité en galéjades, cette présentation fantaisiste du revers de la médaille de la conquête, finissent par se rapprocher beaucoup plus des vérités essentielles sur le malheur des Indiens vaincus, que les sornettes soldatesques imposées jusqu'à présent, au cinéma, comme crédo.

Le masque de la mort blanche

En fin de compte la parodie n'exclue pas la justesse du ton. Il en est ainsi de l'alternance très habilement balancée entre les scènes de vie indienne, d'où se dégagent lyrisme et émotion, opposées aux séquences consacrées aux bizarreries



quotidiennes de l'Univers des Blancs. L'atmosphère des camps indiens est rendue avec le souci de ne sombrer ni dans l'apologie lénifiante ni dans la sécheresse de l'ethnographie. Penn, apparemment s'est solidement documenté sur la question mais pour mieux retenir les annotations qui font revivre le plus concrètement les difficultés rencontrées dans la réalité quotidienne et les solutions que l'homme peut y apporter : « J'ai essayé, dit Penn, de recréer la vie des Indiens en imaginant ce que ferait n'importe quelle communauté à leur place. » Il n'est pas certain que l'intégration de l'homosexuel ou de l'adepte de la philosophie des contraires présentés dans le film s'accomplisse si commodément dans les groupes sociaux autres que cette tribu indienne des « Etres Vivants ». Mais ici Penn a voulu soulever la question de la marginalité par rapport à une société et celle du libéralisme. De même, la scène où le héros est invité par son épouse indienne à satisfaire ses sœurs veuves, évoque avec pudeur les conséquences du massacre des hommes. Il passe sur ces séquences un souffle puissant de vie, intensément vécue, perceptible déjà dans « Miracle en Alabama » (1962).

A l'opposé de cette philosophie fondée sur une ardente volonté de vie, le monde des Blancs apparaît en désharmonie totale avec la nature qu'ils veulent domestiquer. Dans la noirceur des bourgades, ce grouillement humain d'allure dérisoire paraît tout entier tendu vers un but de conquête et de bouleversement. Et la mort se dresse chaque fois en contrepoint. La séquence finale est à ce titre particulièrement réussie. Custer, espèce de général Boulanger de l'Ouest, pour asseoir sa réputation de militaire valeureux et se servir d'une victoire impossible comme tremplin vers la Maison Blanche, n'hésite pas, après

avoir systématisé les massacres d'Indiens, à conduire ses propres soldats à une extermination certaine.

Anti-western ou classique ?

En fin de compte l'exposition de cette incroyable succession de clichés et de ces situations si diverses qui ont pu être vécues dans l'Ouest mais qui sont comprimées dans une seule vie d'homme, bousculent quelque peu l'échafaudage habituel des westerns. Tout au long du récit, la voix-off du conteur égrène les événements de cette existence tumultueuse sur un ton placide. Car le héros subit les choses de sa vie comme si toutes ces aventures étaient normales. Et cette rupture entre le commentaire et les images dédramatise complètement la narration et facilite la distanciation.

« Little Big Man » constitue un anti-spectacle propice à la réflexion. En même temps c'est un miroir qui reflète l'angoisse devant l'actuelle version de cette même histoire américaine vécue cette fois-ci en Indochine. Par parallèle à peine voilé, un jugement est porté sur la récidive récente dans le génocide du peuple vietnamien. Cette constatation par l'image est d'autant plus remarquable et paradoxale à la fois que le film est, somme toute, d'une facture traditionnelle construite sur le matériau d'un scénario solide (le livre de Thomas Berger) et se rattache à tout un courant littéraire maintes fois évoqué à l'écran depuis « Le dernier des Mohicans ». Jusqu'au « Jugement des flèches », sur le rapport du blanc solitaire, vivant en marge d'une société qui ne le satisfait pas, et des Indiens avec lesquels il va confronter son point de vue. Pour sa part, « Little Big Man » s'affilie à l'évolution récente de certains westerns vers une plus courageuse lucidité politique.

LE CHENE NOIR A VINCENNES

Françoise Claire



Quand une jeune troupe est invitée par une compagnie célèbre ...

Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil ont invité pour six jours (du 4 au 9 mai) la jeune compagnie avignonnaise du « Chêne Noir », à la Cartoucherie de Vincennes.

Gérard Gélas et ses six camarades, nous les avons rencontrés dans un des bâtiments de la Cartoucherie surnommé « le bureau » ; un escalier borgne nous y conduit. Ce « bureau », c'est aussi, pour quelques jours, le dortoir de la troupe ; un chauffage à butane essaie de créer un peu de chaleur. C'est dans ce lieu à peine éclairé — contrastant avec les luxueux équipements de prestige que l'on nomme « maisons de la culture » — que Gélas parle de sa Compagnie et de ses spectacles.

Au cours de l'année, ces sept garçons et filles, sportifs, jouent au football dans la campagne avignonnaise : ils y trouvent un plaisir physique et aussi une possibilité nouvelle d'expression dramatique, contrairement à certaines jeunes troupes qui construisent uniquement leurs spectacles sur des exercices corporels. Leur vie communautaire, basée sur le principe de l'autogestion, les discussions qu'ils ont entre eux, sont autant d'éléments positifs mis en pratique pour chacun des spectacles.

Tous
les spectacles
du « Chêne Noir »
sont des créations

Une recherche constante est menée. Chaque création doit marquer une évolution qui doit conduire le spectateur à une prise de conscience réelle et à des formes d'action nouvelles dans sa vie quotidienne. Pour Gélas, les partis traditionnels disparaîtront un jour, il faut que naissent de nouvelles formes de luttes spontanées et collectives. Rêve utopique de poète ? peut-être... mais l'utopie d'aujourd'hui ne sera-t-elle pas la réalité de demain ? Auteurs, comédiens, Gélas et ses camarades sont aussi menuisiers, machinistes, éclairagistes, décorateurs, musiciens.

Depuis le Festival d'Avignon, en juillet 1966, avec « L'Homme qui chavire » à la M.J.C. d'Avignon, la troupe a présenté : en 1967, « Poèmes » de Gélas ; en 1968, « La Pailleuse aux seins nus » interdite par le Préfet du Gard, et « Radio mon amour » ; en 1969, « Vivre debout » (sur la participation gaulliste dans les entreprises) et « Marilyn » ; en 1970, « Sarcophage » et « Opération ». En décembre 1970, le « Chêne Noir » devait donner cette dernière pièce à la M.J.C. de Chelles ; au dernier moment, une interdiction assez surprenante empêcha cette représentation (la pièce fut donnée auparavant 60 fois sans incident). Il s'en est suivi des annulations de tournées, d'où pertes financières pour la Compagnie. Quels sont actuellement les critères qui permettent d'autoriser ou d'interdire une pièce de théâtre ? La censure existe-t-elle officiellement ou officieusement ? En fait, l'aventure du « Chêne Noir » montre combien nous vivons sous un régime autoritaire où règne l'arbitraire aux dépens de la liberté d'expression.



« Aurora »
création à Vincennes

C'est « un conte fantastique en couleurs, avec des auteurs musiciens qui joueront l'histoire fabuleuse de la terre et de ses enfants, aux prises avec de terribles hommes-oiseaux qui volent de planètes en planètes, afin d'asservir les habitants de toutes les galaxies et de devenir les maîtres de l'univers ». « Aurora » représente 8 mois et demi de travail pour une représentation d'une heure et demie. La musique, comme dans tous leurs spectacles, tient une place importante (violoncelle, flûte traversière, saxo-alto, gongs, flûte « chêne noir » — car des instruments sont inventés par les comédiens —, batterie, etc.). La lumière et le fantastique jouent aussi un grand rôle dans ce spectacle.



La Cartoucherie ...
une aventure
pour le « Chêne Noir »

L'invitation du « Théâtre du Soleil » représente pour Gélas une démarche importante, mais cela coûte cher à la Compagnie. Tous les frais sont à sa charge : location du lieu, nourriture, paiement des cars qui conduisent les spectateurs du métro Château-de-Vincennes à la Cartoucherie. De plus, les 7 comédiens sont seuls pour aménager l'immense hangar. Le dispositif scénique, monté sur tubes métalliques, est, lui aussi, réalisé par eux. Avec humour, Gélas dit : « Ce sont les deux marches d'un temple... on ne peut pas se payer le temple entier. » Ces deux marches de ce temple, nous vous invitons, symboliquement, à les gravir, aller voir « Aurora » à la Cartoucherie de Vincennes.

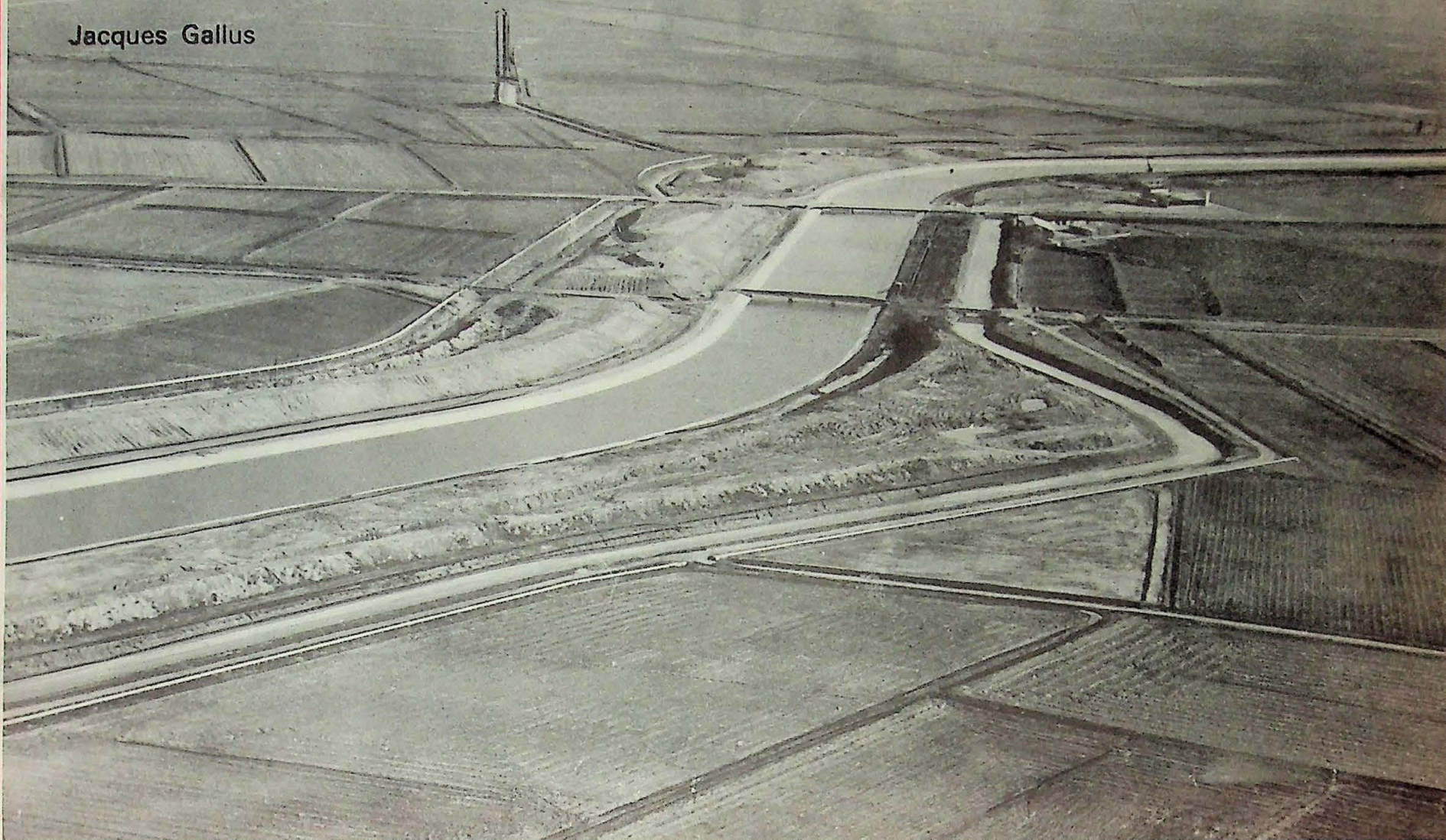
● Photos de « Aurora ». Col Théâtre du Chêne Noir.

Location 256-26-45

Prix des places : 11 F
8 F pour les collectivités
et étudiants

Requiem pour un plan mort-né

Jacques Gallus



LES efforts des plus hautes autorités de l'Etat se portent sur la dernière mise au point du VI^e Plan. Qu'on en juge : pour le Premier ministre, il sera « la charte du développement économique et social de la France », pour le Président de la République, il est « un engagement solennel de la nation envers elle-même ».

Paré de tels titres d'honneur, ce plan est à n'en pas douter une affaire très importante. Or, voilà qui est étrange, personne ne s'y intéresse. Pas de gros titres dans « France-Soir », pas de débats télévisés substantiels, pas de grands mouvements d'opinion, pas de manifestations de rue ; rien. Pour une charte du développement de la France, ce n'est pas beaucoup.

Dès lors qu'une si belle machine annoncée avec tant de superlatifs attire si peu de clients, c'est qu'il y a quelque part un défaut de fabrication. Et pas un défaut mineur, mais un vice énorme, qui saute aux yeux de tout le monde. Ce vice, c'est l'absence de but.

Il suffit du simple bon sens pour comprendre que lorsqu'on établit un plan, c'est pour atteindre un objectif. S'il n'y a pas d'objectif, c'est une mystification que de prétendre planifier quelque chose, en dehors de la prolongation du passé. C'est bien ce dont les Français ne sont pas dupes.

Il est vrai qu'il y a quelques mois, les travaux préparatoires du VI^e

Plan lui avaient assigné un but : industrialiser la France à tout prix. En clair, accélérer le passage sous contrôle des monopoles de l'essentiel de l'appareil économique. Or cette option pour une expansion monopoliste « à la japonaise » ne s'est finalement pas vraiment imposée dans les hautes sphères politiques. Car le régime Pompidou a hérité des contradictions de son prédécesseur gaulliste. Il est au service du grand capital financier, tout en ayant besoin électoralement de la petite bourgeoisie. Or c'est elle, en même temps que les travailleurs, qui aurait le plus à souffrir d'une croissance industrielle sauvage ; celle-ci signifierait en effet la fermeture accélérée des petits établissements industriels et commerciaux, un accroissement de l'exode rural, et en définitive, une insécurité accrue pour tous les emplois dans les activités économiques peu dynamiques. Le gouvernement n'a donc pas voulu se mettre à dos la petite bourgeoisie en pensant aux législatives de 1973 ; si bien qu'il a renoncé — officiellement du moins — à l'objectif que les monopoles voulaient assigner au plan.

C'est pourquoi le VI^e Plan se retrouve sans but. Non qu'il n'en existe d'autres possibles : rendre au travailleur son travail qui lui a été volé par le mode de production capitaliste ; construire un cadre de vie au service des hommes et non de quelques-uns d'entre eux ; concevoir une école où la vie remplacerait l'ennui. Oui, tout cela vaudrait que les énergies de tous soient

mobilisées, que les passions constructives s'expriment, que le plan soit l'objet d'une attention extrême. Hélas ces objectifs que nous venons de dire souffrent eux aussi d'un vice fondamental, impardonnable : ils ne sont pas compatibles avec l'économie de profit, avec la société capitaliste.

Une fonction idéologique

Celle-ci a pour seule logique la valorisation maximum du capital par l'exploitation du travail.

Et c'est là que, malgré l'absence apparente de finalité, le VI^e Plan joue pleinement son rôle. Il s'agit d'abord de dissimuler cette réalité sociale au nom de « l'intérêt général » incarné par les « pouvoirs publics ». Il s'agit aussi de laisser croire que cette logique du capital a valeur de « rationalité technique » universelle et représente le seul schéma de développement possible pour notre pays.

Heureusement, ces thèmes élimés de la propagande bourgeoise qui s'expriment dans le Plan n'ont plus guère d'efficacité ! Il n'est pas besoin d'écrire des volumes pour convaincre ceux qui sont exploités quotidiennement que leur situation n'est pas inéluctable. D'autant plus que cette exploitation est plus que jamais sensible dans tous les aspects de la vie quotidienne. Certes, aucun pays au monde n'a encore construit une so-

ciété qui nous satisfasse pleinement ; ce modèle existerait-il que les spécificités du cas français nous obligeraient néanmoins à inventer le nôtre. C'est pourquoi le véritable espoir n'est pas dans ce qui se fait ailleurs mais dans ce qu'il est possible de faire ici. Or, le développement objectif des forces productives est désormais tel que la socialisation de l'appareil de production est rendue possible sinon nécessaire. Partant, un bouleversement des rapports de travail et une réorientation de l'économie en faveur des besoins réels de tous peuvent être accomplis.

La prétention des gouvernants à être les représentants du peuple et les dirigeants de l'économie n'est pas tenable. Passons sur la question de la représentativité : chacun sait les conditions dans lesquelles la formation et l'information politiques sont faites dans ce pays, ainsi que les distorsions apportées par le mode de scrutin actuel au vote populaire. La question de la direction de l'économie est plus riche d'enseignements.

Brouiller les cartes

On entend souvent dire que ce gouvernement est au service direct des monopoles. Le problème n'est pas si simple. Car, en l'occurrence, il vient de prendre la décision de ne favoriser que modestement l'industrialisation, ce qui est en opposi-

tion avec les intérêts immédiats des monopoles. Ceux-ci auraient préféré une croissance plus massive. Ce faisant, le gouvernement tente d'atteindre deux objectifs majeurs. Le premier est de permettre au système de se perpétuer, car, s'il n'exécute pas fidèlement les désirs à court terme des monopoles, c'est qu'il est plus conscient qu'eux du rapport de forces exploités-exploiteurs et qu'il met toute son intelligence à ne pas dépasser les limites au-delà desquelles la marmite saute. Le second est de se légitimer, et l'appareil d'Etat tout entier avec lui, aux yeux des travailleurs. En effet, ne pas être strictement aux ordres du grand patronat mais lâcher parfois du lest permet de dire qu'on est un gouvernement au service de tous.

La fonction politique du VI^e Plan est donc claire : il s'agit de brouiller les cartes afin que les intérêts des monopoles, dont le gouvernement est à long terme le meilleur défenseur, n'apparaissent pas trop crûment sous les lumières de l'actualité. Cette stratégie est habile et, cependant, elle ne semble pas recueillir grand succès. En quittant les commissions de préparation du plan, la C.F.D.T. puis la C.G.T. ont montré qu'elles n'étaient pas dupes de cette manœuvre et qu'elles ne cautionnaient pas une telle politique. En réservant à sa publication un mépris significatif, ceux qui espèrent en une société meilleure ont montré que le VI^e Plan ne les concerne pas. □